



Département	MORBIHAN
Commune	CALAN

LISTE DES DÉLIBÉRATIONS

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 02 OCTOBRE 2024

Publié /mis en ligne le : 7 octobre 2024

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 28 JUIN 2024
LISTE DES DÉLIBÉRATIONS

Date	N° Ordre	Intitulé	Vote
02/10/2024	25-2024	Désignation d'un secrétaire de séance	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	26-2024	Approbation du procès-verbal de la séance du 28 juin 2024	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	27-2024	Demande fonds concours- contrat territorial- travaux rue du Levant	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	28-2024	Demande subvention conseil départemental- travaux rue du Levant	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	29-2024	Demande fonds concours- contrat territorial- Projet Pump Track	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	30-2024	Demande subvention DETR- Projet Pump Track	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	31-2024	Demande subvention Agence Nationale du Sport- Projet Pump Track	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	32-2024	Demande subvention conseil départemental- aires de jeux	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	33-2024	Demande fonds concours- contrat territorial - aires de jeux	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	34-2024	Subvention au réseau CALACLE année scolaire 2024/2025	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	35-2024	Subvention école privée Sacré-Cœur Plouay- année scolaire 2024/2025	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	36-2024	Accompagnement par Lorient Agglomération – charte et nature	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	37-2024	Ventes terrains	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	38-2024	Tarifs repas cantine 01/11/2024	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0
02/10/2024	39-2024	Avis PLU commune de Plouay	Unanimité Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 25-2024 : DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est invité à nommer un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance. A ce titre, il est proposé de désigner Monsieur Bernard FIOLEAU pour exercer ces fonctions.

Ceci exposé,

Vu l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Article 1 : Désigne Monsieur Bernard FIOLEAU pour assurer les fonctions de secrétaire de séance

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU



Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le7... OCT. 2024

De la publication le7... OCT. 2024

Fait à Calan, le7... OCT. 2024

Le Maire,



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN



Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 26-2024 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 JUIN 2024

En application de l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le procès-verbal de séance doit être approuvé par les conseillers municipaux présents à la séance.

Le maire demande à l'assemblée si elle a des observations à formuler sur le procès-verbal de la séance du 28 juin 2024.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Article 1 : approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 28 juin 2024.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU



Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le ... 7... OCT. 2024

De la publication le ... 7... OCT. 2024

Fait à .. CALAN .., le ... 7... OCT. 2024

Le Maire,



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN





COMMUNE DE CALAN

56240

Envoyé en préfecture le 07/10/2024

Reçu en préfecture le 07/10/2024

Publié le

ID : 056-215600297-20241002-26_2024-DE

**SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU VENDREDI 28 JUIN 2024 À 20H**

PROCÈS VERBAL

L'an deux mil vingt-quatre le 28 juin à vingt heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice : **15**
Présents : **12**
Pouvoirs : **0**
Votants : **12**

Quorum : **8**

Date de convocation du Conseil Municipal : 21 juin 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFRAY-FAVRE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Gilles DELANOE, Marie-Noëlle RAUDE, Yann LE GUEVELLO

Monsieur François GABILLET a été nommé secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 07/10/2024

Reçu en préfecture le 07/10/2024

Publié le

ID : 056-215600297-20241002-26_2024-DE

Ordre du jour

- 1) Désignation d'un secrétaire de séance
- 2) Approbation du procès-verbal de la séance du 25 mars 2024
- 3) Subvention aux associations
- 4) Consultation restauration scolaire
- 5) Échanges parcelles entre la commune et un particulier
- 6) Questions diverses

DÉLIBÉRATIONS ADOPTÉES EN CONSEIL MUNICIPAL LE 28 JUIN 2024

N°20-2024 : DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est invité à nommer un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.
A ce titre, il est proposé de désigner Monsieur François GABILLET pour exercer ces fonctions.

Ceci exposé,
Vu l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,
Article 1 : Désigne Monsieur François GABILLET pour assurer les fonctions de secrétaire de séance

Type de scrutin	<input checked="" type="checkbox"/> scrutin à main levée	<input type="checkbox"/> scrutin à bulletin secret
-----------------	--	--

Vote	
Unanimité	
Pour	12
Contre	0
Abstention :	0

Teneur des discussions en cours de séance. opinions exprimées sur ce dossier : ---

N°21-2024 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 25 MARS 2024

En application de l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le procès-verbal de séance doit être approuvé par les conseillers municipaux présents à la séance.
Le maire demande à l'assemblée si elle a des observations à formuler sur le procès-verbal de la séance du 25 mars 2024.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,
Article 1 : approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 25 mars 2024.

Type de scrutin	<input checked="" type="checkbox"/> scrutin à main levée	<input type="checkbox"/> scrutin à bulletin secret
-----------------	--	--

Vote	
Unanimité	
Pour	12
Contre	0
Abstention :	0

Teneur des discussions en cours de séance. opinions exprimées sur ce dossier : ---

N° 22-2024 : SUBVENTIONS 2024

Madame Audrey AUFFRAY FAVRE, adjointe au Maire propose au Conseil Municipal d'examiner l'ensemble des subventions pour l'année 2024 :

ECOLE PUBLIQUE DU LEVANT

Le Conseil Municipal accorde les subventions suivantes à l'école publique :

Activités diverses
124 élèves x 36€ = 4 464€

Subvention 2024
36€/élève

AS CALAN

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **2200€** à l'AS CALAN pour la section football, et une subvention de **450€** à l'AS CALAN pour la section gymnastique.

AMICALE DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PUBLIQUE DU LEVANT

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **250€** à l'amicale des parents d'élèves de l'école publique du Levant.

ASSOCIATION DU JUMELAGE : CALAN-SAINTE BURYAN

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **600€** à l'association du jumelage CALAN-SAINTE BURYAN.

ASSOCIATION SOLIDAIRE : CALAN-SOUSSANE

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **250€** à l'association solidaire Calan-Soussane.

ASSOCIATION « LES AMIS DE CALAN »

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **400€** à l'association « les amis de Calan », organisatrice des fêtes de la commune.

SOCIETE DE CHASSE DE CALAN

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **1 700€** à la société de chasse de Calan (dont 1 500€ de façon exceptionnelle : participation concernant l'acquisition d'un local réfrigéré)

ASSOCIATION KELAN CYCLO

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **400€** à l'association Kelan Cyclo

ASSOCIATION DE LA FNACA CALAN-PLOUAY

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **50€** à la FNACA CALAN-PLOUAY.

BANQUE ALIMENTAIRE DU MORBIHAN

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **300€** à la banque alimentaire du Morbihan.

ASSOCIATIONS FAMILLES RURALES

Le Conseil Municipal accorde une subvention pour l'année 2024 de **17€/jour/enfant pour l'alsh et 7.70€/ jour/enfant pour les camps.**

CENTRE DE LOISIRS DE LANVAUDAN

Le Conseil Municipal accorde une subvention pour l'année 2024 de **17€/jour/enfant pour l'alsh de Lanvaudan**, afin de s'aligner notamment sur la subvention versée à l'alsh de Plouay.

ASSOCIATION LES ACCIDENTES DE LA VIE

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **61€** à l'association les accidentés de la vie.

ASSOCIATION ADMR

Le Conseil Municipal accorde une subvention de **77.50€** à l'association ADMR de Plouay du Scorff au Blavet.

ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR

Le Conseil municipal accorde une subvention de **100€** à l'association « les Restaurants du Cœur ».

ASSOCIATION LOISIRS PLURIEL DU PAYS DE LORIENT

Le conseil municipal décide de verser comme en 2023 une subvention de 250€ pour l'année 2024, montant correspondant à la somme demandée pour la participation de la commune de Calan.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal accorde à l'unanimité ces subventions.

Une demande de subvention de la part de l'association Unis cité, a été reçue au dernier moment par mail, pour un montant de 1 000€, à l'unanimité, cette demande a été refusée pour cette année.

Type de scrutin	<input checked="" type="checkbox"/> scrutin à main levée	<input type="checkbox"/> scrutin à bulletin secret
-----------------	--	--

Vote	
Unanimité	
Pour :	12
Contre :	0
Abstention :	0

Teneur des discussions en cours de séance. opinions exprimées sur ce dossier : ---

N° 23-2024 : CONSULTATION RESTAURATION SCOLAIRE

Monsieur Erwan L'HEREEC, conseiller municipal délégué aux affaires scolaires, fait part aux conseillers des résultats concernant la consultation pour la restauration scolaire.

La consultation a été menée grâce à l'aide d'un assistant maître d'ouvrage, ATOUT RESTAURATION, qui s'est chargée de la rédaction des différents documents de consultation, et de l'analyse des offres reçues.

La commission repas, puis la commission d'appel d'offres se sont réunies ce jour, afin de proposer aux membres du conseil municipal, un exploitant.

Sur les 4 offres, deux étaient hors budget, sur les deux autres, une seule répondait totalement au PAI (projet d'accueil individualisé).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'attribuer ce marché à la société CONVIVIO et décide de retenir l'option 100% EGALIM. Le contrat est d'une durée d'un an, renouvelable 3 fois, soit une durée totale maximum de 4 ans.

Type de scrutin	<input checked="" type="checkbox"/> scrutin à main levée	<input type="checkbox"/> scrutin à bulletin secret
-----------------	--	--

Vote	
Unanimité	
Pour :	12
Contre :	0
Abstention :	0

Teneur des discussions en cours de séance. opinions exprimées sur ce dossier : ---

N° 24-2024 : ÉCHANGES PARCELLES ENTRE LA COMMUNE

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du projet d'échanges des parcelles suivantes :

- A 973 (55 m2) parcelle située en zone Aa à Kérihuel, appartenant à la commune de CALAN, au profit de Monsieur et Madame LE MESTRE Jean-Claude et Marie-Françoise ;
- A 974 (277 m2), parcelle située en zone Aa à Kérihuel, appartenant à Monsieur et Madame LE MESTRE Jean-Claude et Marie-Françoise, au profit de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise le Maire à signer tout document afférent à ce dossier d'échanges.

Type de scrutin	<input checked="" type="checkbox"/> scrutin à main levée	<input type="checkbox"/> scrutin à bulletin secret
-----------------	--	--

Vote	
Unanimité	
Pour :	12
Contre :	0
Abstention :	0

Teneur des discussions en cours de séance, opinions exprimées sur ce dossier : ---

QUESTIONS DIVERSES :

- Départ à la retraite de plusieurs personnes, changements à prévoir au sein du personnel communal
- Point financier fait par Monsieur François Gabillet, adjoint au Maire, sur les dépenses de fonctionnement
- Les travaux de la rue du Levant vont recommencer mi-juillet
- Informations sur le Grand Prix de Plouay qui aura lieu le 24 août, course rétro qui passera sur notre commune en fin de matinée et la course classique de Lorient Agglomération l'après-midi
- Point exploits sportifs des jeunes calanais fait par Monsieur le Maire
- Information faite par Monsieur le Maire sur le périple en vélo par Monsieur Daniel Tessier, calanais, en duo jusqu'à Marseille
- Informations de Monsieur le Maire concernant le Pipe band qui vient sur notre commune le 10 août prochain
- Marché nocturne le 20 septembre
- Information faite par Monsieur le Maire sur le Théâtre par le directeur de l'école en novembre
- Marché de Noël le dimanche 15 décembre

La séance a été levée à 21H

Yann GUIGUEN
Maire de CALAN

François GABILLET
Secrétaire de séance le 28 juin 2024



Séance du conseil municipal du02 octobre.....2024.

➔ **Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 28 juin 2024**

A l'unanimité

par 1 (voix POUR, ..0.. voix CONTRE, ..0... ABSTENTION(S))

➔ **Non approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 28 juin 2024**

A l'unanimité

par.... voix POUR, voix CONTRE, ABSTENTION(S))

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 27-2024 : DEMANDE FONDS CONCOURS- CONTRAT TERRITORIAL- TRAVAUX RUE DU LEVANT

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5, autorisant le versement de fonds de concours entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Vu la délibération de Lorient agglomération, en date du 12 décembre 2023, mettant en place le dispositif de contrat territorial et approuvant son règlement d'attribution,

Vu les statuts de Lorient agglomération,

Considérant que la Commune de Calan souhaite finaliser les travaux de la rue du Levant et que dans ce cadre il est envisagé de solliciter un fonds de concours à Lorient agglomération au titre du dispositif de Contrat territorial,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

Décide de demander un fonds de concours d'un montant estimé à 60 301 €, à Lorient agglomération, au titre du dispositif de contrat territorial, pour le projet d'investissement des travaux de voirie de la rue du Levant

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à cette demande, notamment la convention portant attribution du Contrat territorial pour le projet d'investissement des travaux de voirie de la rue du Levant et les avenants de prorogation, le cas échéant.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN

Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission
En sous-préfecture le ... 7 ... OCT. ... 2024
De la publication le ... 7 ... OCT. ... 2024
Fait à Calan ..., le ... 7 ... OCT. ... 2024
Le Maire,



Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 28-2024 : DEMANDE DE SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL- TRAVAUX RUE DU LEVANT

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de solliciter le conseil départemental au titre du PST 2024, concernant les travaux de voirie de la rue du Levant, qui avaient été stoppés du fait de difficultés financières de la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, ce projet pour un montant total estimé à 150 753€ HT, à demander le maximum de subventions auprès du conseil départemental (20% soit 30 150€).

Le conseil municipal autorise également Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU



Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le ... 7... OCT... 2024

De la publication le ... 7... OCT... 2024

Fait à ... Calan..., le ... 7... OCT... 2024

Le Maire,



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN



MAIRIE DE CALAN

Arrondissement
de LORIENT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 29-2024 : DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS CONTRAT TERRITORIAL - PROJET PUMP TRACK

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5, autorisant le versement de fonds de concours entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Vu la délibération de Lorient agglomération, en date du 12 décembre 2023, mettant en place le dispositif de contrat territorial et approuvant son règlement d'attribution,

Vu les statuts de Lorient agglomération,

Considérant que la Commune de Calan souhaite (libellé du projet) et que dans ce cadre il est envisagé de solliciter un fonds de concours à Lorient agglomération au titre du dispositif de Contrat territorial,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

Décide de demander un fonds de concours d'un montant estimé à 58 300€, à Lorient agglomération, au titre du dispositif de contrat territorial, pour le projet d'investissement de l'aménagement d'un Pump Track

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à cette demande, notamment la convention portant attribution du Contrat territorial pour le projet d'investissement de l'aménagement d'un Pump Track et les avenants de prorogation, le cas échéant.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission
En sous-préfecture le ... 7 OCT. 2024
De la publication le ... 7 OCT. 2024
Fait à Calan, le
Le Maire, - 7 OCT. 2024

Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN



MAIRIE DE CALAN

Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 30-2024 : DEMANDE DE SUBVENTION DETR - PROJET PUMP TRACK

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de solliciter différents organismes, concernant le projet de construction d'un Pump Track et ouvrages sportifs.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, ce projet pour un montant total estimé à 220 000€ HT, à demander le maximum de subventions auprès de différents organismes, tels que la préfecture au titre de la DETR.

Le conseil municipal autorise également Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le7...OCT. 2024

De la publication le7...OCT. 2024

Fait à Calan, le ..7...OCT. 2024

Le Maire,



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN



Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 31-2024 : DEMANDE DE SUBVENTION AGENCE NATIONALE DU SPORT - PROJET PUMP TRACK

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de solliciter différents organismes, concernant le projet de construction d'un Pump Track et ouvrages sportifs.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, ce projet pour un montant total estimé à 220 000€ HT, à demander le maximum de subventions auprès de différents organismes, tels que l'agence nationale du sport.

Le conseil municipal autorise également Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU



Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le 7 OCT. 2024

De la publication le 7 OCT. 2024

Fait à .. Calan .., le 7 OCT. 2024

Le Maire,



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN



Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 32-2024 : DEMANDE DE SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL – AIRES DE JEUX

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de solliciter le conseil départemental au titre du PST, concernant l'aménagement d'aires de jeux à Ty Maria et sur la cour de l'école.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, ce projet pour un montant total estimé à 17 970€ HT, à demander le maximum de subventions auprès du conseil départemental (20% soit 3 594€)

Le conseil municipal autorise également Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le ... 7 OCT. 2024

De la publication le ... 7 OCT. 2024

Fait à .. Calan .., le ... 7 OCT. 2024

Le Maire,



Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 33-2024 : DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS – CONTRAT TERRITORIAL – AIRES DE JEUX

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5, autorisant le versement de fonds de concours entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Vu la délibération de Lorient agglomération, en date du 12 décembre 2023, mettant en place le dispositif de contrat territorial et approuvant son règlement d'attribution,

Vu les statuts de Lorient agglomération,

Considérant que la Commune de Calan souhaite aménager des aires de jeux et que dans ce cadre il est envisagé de solliciter un fonds de concours à Lorient agglomération au titre du dispositif de Contrat territorial,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

Décide de demander un fonds de concours d'un montant estimé à 7 188€, à Lorient agglomération, au titre du dispositif de contrat territorial, pour le projet d'investissement de l'aménagement de 2 aires de jeux.

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à cette demande, notamment la convention portant attribution du Contrat territorial pour le projet d'investissement de l'aménagement de 2 aires de jeux et les avenants de prorogation, le cas échéant.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU



Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission
En sous-préfecture le ... 7 OCT. 2024
De la publication le ... 7 OCT. 2024
Fait à . Calan., le ... 7 OCT. 2024
Le Maire,



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN



MAIRIE DE CALAN

Arrondissement
de LORIENT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 34-2024 : SUBVENTION AU RESEAU CALACLE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2024-2025

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que dans le cadre du réseau d'écoles rurales de Calan-Lanvaudan-Cléguer (CALACLE), la commune verse tous les ans une participation financière de fonctionnement.

Il est proposé pour l'année 2024/2025 de fixer le tarif à 10.82€ par élève pour l'école du Levant (132 élèves à la rentrée de septembre).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide de verser au réseau d'écoles rurales Calan-Lanvaudan-Cléguer, une cotisation d'un montant de 10.82€ par élève pour l'année scolaire 2024/2025.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN




Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le ... 7... OCT. 2024

De la publication le 7... OCT. 2024

Fait à ... Calan, le 7... OCT. 2024

Le Maire,




Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 35-2024 : SUBVENTION ECOLE PRIVEE SACRE-CŒUR DE PLOUAY

Le Conseil Municipal accorde les subventions suivantes à l'école privée du sacré cœur de Plouay (9 élèves de la commune de Calan pour l'année scolaire 2024/2025) :

	Subventions 2024	Subventions 2025	
Fournitures scolaires	35€/élève	35 €/élève	soit 315 €
Classes de nature	17€/élève	17€/élève	soit 153 €
Arbres de Noël	7€/élève	7€/élève	soit 63 €
		Soit un total de	531 €

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission
En sous-préfecture le 07.10.2024
De la publication le 07.10.2024
Fait à Calan, le 07.10.2024
Le Maire,



Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN



Arrondissement
de **LORIENT**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

**N° 36-2024 : ACCOMPAGNEMENT PAR LORIENT AGGLOMERATION : CHARTE ET
NATURE**

Dans le cadre des contrats territoriaux de bassins versants du Scorff et du Blavet, portés par Lorient Agglomération, en conventionnement avec Roi Morvan Communauté, Quimperlé Communauté, et la Communauté de Communes du Kreiz Breizh, Lorient Agglomération accompagne l'ensemble des communes sur le changement des pratiques d'entretien des espaces verts. Jusqu'en 2023, l'outil d'accompagnement utilisé était la charte régionale d'entretien des espaces communaux, réactualisée en 2019 et signée par les communes intéressées. Afin de répondre aux évolutions des besoins communaux, la charte régionale évolue pour devenir à partir de 2024 la charte d'entretien des espaces des collectivités + Nature où les questions de la biodiversité en ville ou encore des eaux pluviales sont mises en évidence. Cette dernière est portée par le réseau Dephy Collectivités Bretagne, animé par la FREDON Bretagne (Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles) et soutenu par la Région. Les communes souhaitant continuer de bénéficier de l'accompagnement proposé par Lorient Agglomération sont invitées à le confirmer au travers de cette délibération.

La commune de Calan est déjà engagée dans une démarche de réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires, voire, est déjà en 0 phyto depuis plusieurs années pour l'entretien des espaces communaux.

La charte proposée envisage plus largement l'ensemble des problématiques liées à la protection de l'environnement telles que la biodiversité en ville, la gestion des eaux pluviales ou encore la réduction des déchets verts.

Cette charte permet d'identifier des priorités d'actions à mettre en oeuvre : réalisation d'un plan de gestion différenciée, tonte sans export, récupération des eaux de pluie, désimpermeabilisation...

Il est proposé à l'assemblée de poursuivre l'accompagnement proposé par Lorient Agglomération au travers de ce nouvel outil qu'est la charte d'entretien des espaces des collectivités + Nature.

La commune poursuivant dans ce dispositif s'engageant à mettre en place, dans la mesure du possible, les actions prévues dans le niveau 2 de la charte ci-annexée au plus tard dans l'année suivant la signature.

De son côté, Lorient Agglomération s'engage à poursuivre l'évaluation des pratiques d'entretien de la commune et à transmettre l'ensemble des données à la FREDON Bretagne.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal, de délibérer sur l'engagement dans l'accompagnement proposé au travers de la charte ci-annexée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, donne un avis favorable, à l'unanimité, sur l'engagement proposé au travers de cette charte.

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Pour extrait certifié conforme

Le Maire,
Yann GUIGUEN

Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission
En sous-préfecture le 7 OCT. 2024
De la publication le 7 OCT. 2024
Fait à Calan le 7 OCT. 2024
Le Maire,





Charte d'entretien des espaces des collectivités

+ Nature

Envoyé en préfecture le 07/10/2024
Reçu en préfecture le 07/10/2024
Publié le

ID : 056-215600297-20241002-36_2024-DE



Engagement des collectivités



Envoyé en préfecture le 07/10/2024
Reçu en préfecture le 07/10/2024
Publié le

ID : 056-215600297-20241002-36_2024-DE

Table des matières

1-	PREAMBULE.....	4
2-	DEFINITIONS.....	4
	♣ <i>Les pesticides</i>	4
	♣ <i>Les biocides</i>	4
	♣ <i>Les produits phytopharmaceutiques</i>	5
	♣ <i>Les différentes catégories de produits phytosanitaires</i>	5
	♣ <i>Les produits de biocontrôle</i>	6
	♣ <i>Les produits à faible risque</i>	6
	♣ <i>Les produits utilisables en Agriculture Biologique (UAB)</i>	6
	♣ <i>Les Préparations Naturelles Peu Préoccupantes (PNPP)</i>	6
3-	PERIMETRE DE LA CHARTE.....	10
	• ARTICLE 1 : OBJET DE LA CHARTE	11
	• ARTICLE 2 : MODALITES D'APPLICATION	11
	• ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES	15
	• ARTICLE 4 : DELAI DE MISE EN PLACE	15
	• ARTICLE 5 : EVALUATION DE LA CHARTE	15
	• ARTICLE 6 : LABELISATION 16	16
4-	ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITE.....	17
	ANNEXE 1 : POINTS ESSENTIELS DE LA REGLEMENTATION.....	18
	A- DEFINITION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES ET DE LEURS USAGES.....	18
	B- DES TEXTES SPECIFIQUES POUR PROTEGER LA POPULATION.....	22
	C- DES TEXTES GENERAUX A L'USAGE DE TOUS LES PRODUITS : ARRETE DU 4 MAI 2017.....	30
	D- DES TEXTES POUR PROTEGER LES MILIEUX AQUATIQUES.....	32
	E- DES MESURES SPECIFIQUES A LA BRETAGNE, PAR ARRETE PREFECTORAL, INTERDISANT TOUTE APPLICATION DE PRODUIT PHYTOPHARMACEUTIQUE A PROXIMITE DE L'EAU, APPLIQUEES AUX 4 DEPARTEMENTS BRETONS.....	33
	F- SECURITE DES AGENTS : LE LOCAL PHYTOSANITAIRE, LA GESTION DES DECHETS.....	35
	ANNEXE 2 : ENREGISTREMENT DES PRATIQUES.....	36
	ANNEXE 3 : ELEMENTS QUI PEUVENT ETRE NECESSAIRES A L'EVALUATION DE LA « CHARTE D'ENTRETIEN DES ESPACES DES COLLECTIVITES, + NATURE ».....	36



ANNEXE 4 : FICHE DE SUIVI DE L'EVALUATION DE LA CHARTE..... 36

ANNEXE 5 : PRESENTATION DES NIVEAUX « + NATURE » 36

ANNEXE 6 : ETALONNAGE DES PULVERISATEURS A DOS, PORTES ET TRACTES..... 36

ANNEXE 7 : LEXIQUE..... 36



1 - Préambule

L'un des objectifs du contrat de projet Etat-région associé au plan Ecophyto est de réduire de façon significative les pollutions et de maintenir les teneurs en pesticides dans les eaux à des valeurs définies par les SAGE :

- inférieures àµg/l pour la somme des substances actives,
- inférieures àµg/l pour chaque substance active.

Or, le diagnostic de bassin versant a mis en évidence des contaminations du milieu liées aux produits phytopharmaceutiques comprenant ceux d'origine non agricole de (*citer molécules*).....

Dans le cadre du contrat de bassin versant, des démarches de reconquête de la qualité de l'eau sont engagées par chacun des acteurs utilisateurs de produits phytopharmaceutiques. Afin de participer à cette démarche, les collectivités du bassin versant ont décidé de s'engager à agir, chacune pour ce qui la

concerne, à partir d'un cadre commun objet de la présente charte.

Que dit la loi ?

L'arrêté du 11 janvier 2007 (modifié par l'arrêté du 4 août 2017) fixe des limites de qualité des eaux :

- La limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine est fixée à **0,1 µg/L par substance individuelle** (0,03 µg/L pour l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachloroépoxyde) et à **0,5 µg/L pour le total des pesticides quantifiés** ;
- La limite de qualité des eaux brutes de toute origine utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine est fixée à **2 µg/L par substance individuelle et à 5 µg/L pour le total des pesticides quantifiés**.

2- Définitions

Les pesticides

Les « pesticides » regroupent l'ensemble des produits, phytopharmaceutiques et biocides, qu'ils soient d'origine naturelle (sulfate de fer, sulfate de cuivre...) ou de synthèse.

Les biocides

Les biocides sont définis par le règlement (UE) n°528/2012, (abrogeant la directive 98/8/CE). On regroupe sous l'appellation de produits biocides un ensemble de produits destinés à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre, par une action chimique ou biologique. Ciblent les organismes nuisibles, les



biocides sont, par définition, des produits actifs susceptibles d'avoir des effets sur l'homme, l'animal ou l'environnement. Ces produits sont classés en quatre grands groupes, comprenant 22 types de produits différents :

- Les désinfectants, types de produits 1 à 5 (ex : désinfectants pour les mains, désinfectants pour l'eau) ;
- Les produits de protection, types de produits 6 à 13 (ex : produits de protection du bois contre les insectes ou les champignons, produits curatifs pour la protection des toitures, murs et façades comme les anti-mousses) ;
- Les produits de lutte contre les nuisibles, types de produits 14 à 20 (ex : insecticides, aérosol contre les insectes volants, produits contre les fourmis...) ;
- Les autres produits, types de produits 21 et 22 (ex : peintures antisalissures appliquées sur les bateaux, fluides utilisés dans la taxidermie et la thanatopraxie).

◆ Les produits phytopharmaceutiques

Sont considérés comme produits phytopharmaceutiques (ou produits phytosanitaires) au sens du règlement CE 1107/2009 :

« Produits, sous la forme dans laquelle ils sont livrés à l'utilisateur, composés de substances actives, (...), ou en contenant, et destinés à l'un des usages suivants :

- Protéger les végétaux ou les produits végétaux contre tous les organismes nuisibles ou prévenir l'action de ceux-ci, sauf si ces produits sont censés être utilisés principalement pour des raisons d'hygiène plutôt que pour la protection des végétaux ou des produits végétaux ;

- Exercer une action sur les végétaux, telles les substances nutritives, exerçant une action sur leur croissance ;
- Assurer la conservation des produits végétaux, pour autant que ces substances ou produits ne fassent pas l'objet de dispositions communautaires particulières concernant les agents conservateurs ;
- Détruire les végétaux ou les parties de végétaux indésirables, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux ;
- Freiner ou prévenir une croissance indésirable des végétaux, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux. »

Un produit phytosanitaire peut donc être un insecticide, un acaricide, un raticide, un herbicide, un défanant, un débroussaillant, un fongicide, un nématicide, un rodenticide, un taupicide, un corvifuge-corvicide, un molluscicide, un répulsif, une substance de croissance, un stimulateur de défense, ...

◆ Les différentes catégories de produits phytosanitaires

Afin de simplifier les procédures d'autorisation de mise sur le marché et d'adapter la réglementation pour les produits phytosanitaires les moins dangereux pour l'homme et/ou l'environnement, différentes catégories ont été créées au niveau européen ou national.

Parmi elles figurent : les produits de biocontrôle, les produits autorisés en agriculture biologique, les produits à faible risque (PFR), les Préparations Naturelles Peu Préoccupantes (PNPP), et les autres produits phytopharmaceutiques chimiques de synthèse.



◆ Les produits de biocontrôle

Sont considérés comme produits de biocontrôle au sens de l'article L253-6 du code rural et de la pêche maritime « les agents et produits utilisant des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures. Ils comprennent en particulier :

- « Les macro-organismes » ;
- « Les produits phytopharmaceutiques comprenant des micro-organismes, des médiateurs chimiques comme les phéromones et les kairomones et des substances naturelles d'origine végétale, animale ou minérale. ».

◆ Les produits à faible risque

Les produits à faible risque sont définis par l'article 47 du Règlement (CE) 1107/2009. Ce sont des produits phytopharmaceutiques, donc pourvus d'une autorisation de mise sur le marché, **dont toutes les substances actives sont des substances actives à faible risque**. Les substances actives à faible risque sont des substances classées ni cancérigènes, ni mutagènes, ni toxiques pour la reproduction, ni sensibilisantes, ni toxiques ou très toxiques, ni explosives, ni corrosives, non persistantes, non bioaccumulables, n'ont pas d'effets endocriniens, non neurotoxiques, ni immunotoxiques.

◆ Les produits utilisables en Agriculture Biologique (UAB)

Les produits utilisables en agriculture biologique (UAB) sont des produits phytopharmaceutiques ayant une autorisation de mise sur le marché et dont les substances actives sont inscrites à l'annexe II du règlement CE 889/2008. Ce sont exclusivement des **produits d'origine naturelle** (animale, végétale, minérale) et donc non issus de la chimie de synthèse. Ces produits peuvent également être des produits à faible risque ou de biocontrôle.

◆ Les Préparations Naturelles Peu Préoccupantes (PNPP)

Les Préparations Naturelles Peu Préoccupantes (PNPP) englobent une dernière catégorie : elles peuvent être utilisées pour un usage phytosanitaire, sans AMM, lorsqu'elles sont exclusivement constituées de substances de base. Au titre de l'article L. 253-1 du Code rural et de la pêche maritime, les PNPP sont :

- **Soit des substances naturelles à usage biostimulant** (fertilisant)
- **Soit des substances de base**, au sens de l'article 23 du règlement (CE) n°1107/2009 à usage phytosanitaire. Chaque autorisation de substance de base, soumise à évaluation, précise ses conditions d'utilisation : cultures et maladies pour lesquelles il est possible de les utiliser, stade d'application, mode d'application, et dosage.



i Pour aller plus loin

Liste des produits labellisés AB :
<http://www.itab.asso.fr/activites/guide-intrants.php>

Liste des substances de base : Cliquer sur « Search Active substances » puis « Advanced Search », puis sélectionner Type : « Basic substance »
<http://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-database>

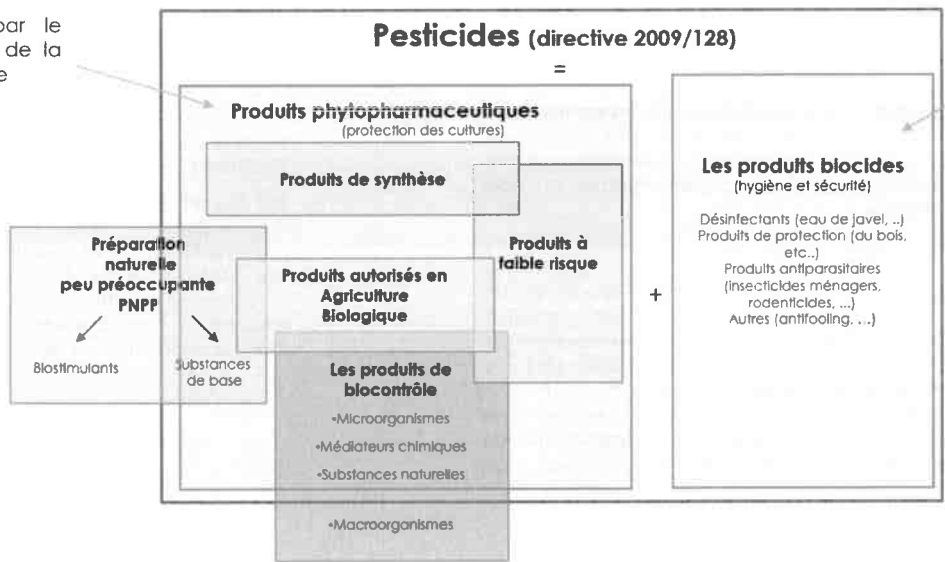
Liste des produits à faible risque : Cliquer sur « Search Active substances » puis « Advanced Search », puis sélectionner Type : « Low-risk active substance »
<http://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-database>

Liste des produits de biocontrôle :
<http://www.ecophytopic.fr/tr/r%C3%A9alimentation/mise-sur-le-march%C3%A9-des-produits/liste-des-produits-de-biocontr%C3%B4le-note-de-service>



En bref :

Réglementé par le code rural et de la pêche maritime



Réglementé par le code de l'environnement



Tableau récapitulatif

	Produits phytopharmaceutiques	Biocides
Différenciation selon l'objectif du traitement	Utilisation dans un but de protection des plantes ou des produits végétaux	Utilisation dans un but d'hygiène générale ou de santé publique visant à la protection de l'homme, des animaux ou de l'environnement
Différenciation selon la cible du produit	L'organisme cible du produit phytopharmaceutique détruit des plantes ou des produits végétaux. Le produit peut ne pas être appliqué sur les plantes, contenir ou mimer des phéromones, être répulsif ou attractif.	L'organisme cible du produit biocide agit pour la protection de l'homme ou d'autres produits que des plantes
Exemples concrets		
Cas des herbicides	Les herbicides, de par leur définition, sont toujours des produits phytopharmaceutiques, sauf certains algicides. Produits pour lutter contre les mousses sur les gazons, aires de golf, etc. Produits utilisés pour agir sur le développement des plantes aquatiques dans les systèmes de culture	Produits de lutte contre les mousses sur surfaces dures (béton, toiture...), uniquement lorsque cet usage est associé à la lutte contre lichen et/ou algues. Produits utilisés dans les systèmes hydroponiques pour lutter contre les organismes nuisibles susceptibles essentiellement d'obstruer les orifices
Cas des molluscicides	Molluscicides dans les aires de culture, zones semées ou plantées de végétaux (ex : lutte contre les limaces)	Molluscicides pour protéger la santé humaine, animale ou tuyauteries (TP11 ou 16).
Cas des insecticides	Lutte contre la chenille processionnaire du pin ou du chêne, en tant que ravageurs des cultures et des forêts organisme défoliateur.	Lutte contre les fourmis en général (TP18). Lutte contre les chenilles processionnaires du pin en tant qu'allergènes

Extrait du tableau visant à préciser la frontière entre les produits biocides et les produits phytopharmaceutiques



3- Périmètre de la charte

Sont concernés par cette charte **l'ensemble des espaces extérieurs gérés par la collectivité** (en régie ou en prestation) et notamment les espaces verts, le(s) cimetière(s), les terrains de loisirs et de sport, les trottoirs, la voirie, les cales et quais portuaires, ...

Les toitures, murs et façades ne sont pas concernés par cette charte.

Cette charte concerne donc les JEVI (Jardins, Espaces Végétalisés et Infrastructures) définis par le Plan Ecophyto II.



ARTICLE 1 : OBJET DE LA CHARTE

La charte décrit la démarche à mettre en œuvre pour atteindre le « Zéro-phyto », et elle vise dorénavant en y associant la charte nationale « + Nature », à enrichir son approche vis-à-vis de la gestion de l'eau, des déchets verts et de la biodiversité.

Les objectifs actuels sont de supprimer les produits et matières actives appliqués et transférés dans l'environnement, et de favoriser les pratiques vertueuses limitant la production de déchets verts, optimisant la gestion de l'eau et favorisant la biodiversité.

ARTICLE 2 : MODALITES D'APPLICATION

La charte est composée des niveaux suivants :

NIVEAU 1

- **Respecter la réglementation en vigueur** : utilisation et application de produits phytosanitaires respectant la réglementation en cours, produits phytosanitaires entreposés dans un local ou une armoire de stockage, équipements de protection individuelle (EPI), Certiphyto des agents, étalonnage des pulvérisateurs, etc. Les points essentiels de la réglementation sont détaillés en **annexe 1** et dans le document d'audit en **annexe 5**.
- **Elaborer un plan d'entretien des espaces** gérés par la collectivité selon la méthodologie présentée en annexe 2 et en respecter les consignes **et/ou connaître le niveau de risque de ruissellement phytosanitaire des surfaces traitées**. La connaissance du niveau de risque de ruissellement phytosanitaire des surfaces encore traitées permet de mettre en évidence les impacts sur l'environnement des pratiques de désherbage et d'entamer une réflexion sur la nécessité de modifier ces pratiques d'entretien.
- **Renseigner et mettre à disposition** du porteur de projet du contrat de bassin versant **les indicateurs de suivi des pratiques annuelles d'entretien en élaborant un document d'enregistrement des pratiques de désherbage**. Ces indicateurs sont présentés annexe 3. Veiller à noter toute utilisation de produit phytosanitaire et de produit biocide antimousse ou anti-algue. Remplir en complément un questionnaire de suivi sur le modèle de celui présenté en annexe 4. L'intervention d'une personne extérieure à la collectivité dans le suivi des pratiques est souhaitable, que ce soit collectivement (dans le cadre d'un bassin versant, d'un SAGE ou d'une EPCI par exemple) ou individuellement (en faisant appel à un prestataire de service).
- **Informier régulièrement** (bulletin municipal, affichage mairie, ...) **la population sur la réglementation en vigueur** (arrêté préfectoral du 6 juillet 2017, arrêté du 27 juin 2011, loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national dite « Loi Labbé » du 8 février 2014, ...).



NIVEAU 2

- **Respecter les points du niveau 1.**
- **Mener une réflexion globale sur le changement de pratiques d'entretien dans la collectivité et utiliser durablement des techniques alternatives préventives et curatives¹ sur la majorité des surfaces à risque élevé** (exemples : matériel alternatif, enherbement, paillage, etc.)
- **Prendre en compte les contraintes d'entretien dans les nouveaux projets d'aménagement** et apporter d'éventuelles modifications pour établir les choix des modes d'entretien dès l'origine du projet en maîtrise d'ouvrage directe ou déléguée (exemples : massifs décaissés, limitation de l'usage de bordures, fleurissement en pieds de mur, choix de végétalisation limitant l'entretien : plantes couvre-sol, prairies fleuries, vivaces, etc.)
- **Mener des actions de communication visant les habitants** : information par tous les moyens disponibles (réunions, communications écrites...) sur les manières de jardiner sans désherbants, sur le risque lié à l'utilisation des désherbants et les précautions d'emploi, sur les pratiques de désherbage de la collectivité, etc. Par souci de transparence, il est conseillé de publier la liste des espaces traités et le mode de désherbage (dans le bulletin municipal ou par affichage par exemple). Introduire une catégorie jardin écologique ou des critères écologiques dans les concours des maisons fleuries organisés par les communes.
- **Non utilisation des produits phytopharmaceutiques ni de produits biocides antimousse ou anti-algue dans les écoles, crèches, centres de loisirs et aires de jeux** (y compris dans le cas d'éventuelles prestations de service).

¹ L'acquisition ou la location de moyens de désherbage alternatif au désherbage chimique ainsi que l'appel à des prestataires de service peuvent être envisagés au niveau intercommunal (communautés de communes, communautés d'agglomération, ...) – Information sur les techniques alternatives au désherbage chimique : Guide des alternatives pour l'entretien des espaces publics disponible à l'adresse suivante : <http://www.fredon-bretagne.com/guide-des-alternatives-au-desherbages-chimique/>



NIVEAU 3

- **Respecter les points des niveaux 1 et 2.**
- **N'utiliser aucun produit phytopharmaceutique ni produit biocide anti-mousse ou anti-algue sur les surfaces à risque élevé.** Le recours au désherbage chimique sera limité aux espaces classés en risque réduit pour lesquels aucune autre solution ne peut être mise en œuvre (y compris dans le cas d'éventuelles prestations de service).
- **Mettre en œuvre une gestion plus douce** sur certains sites moins fréquentés ou plus « naturels » (exemples : réduire la fréquence des passages, augmenter la hauteur de tonte, etc.)
- **Mettre en place une politique de développement durable** (exemples : réduction des intrants (produits phytopharmaceutiques, engrais), réutilisation des déchets verts (compost et paillage), diminution de l'arrosage, réutilisation des eaux pluviales, faible utilisation des plantes annuelles (préférence pour les vivaces), éco-pâturage, etc.)

NIVEAU 4

- **Respecter les points des niveaux 1, 2 et 3.**
- **N'utiliser aucun produit phytopharmaceutique ou aucun produit biocide anti-mousse ou anti-algue, à l'exception, sur les surfaces à risque réduit uniquement, des produits phytopharmaceutiques de biocontrôle, à faible risque et des produits labellisés AB*.**
- **Proscrire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans le règlement intérieur des jardins familiaux** (s'ils existent sur la collectivité) à l'exception des produits de biocontrôle, à faible risque et des produits labellisés AB.



NIVEAU 5

- **Respecter les points des niveaux 1, 2, 3 et 4.**
- **N'utiliser aucun produit phytopharmaceutique** (herbicide, anti-limace, fongicide, insecticide, régulateur de croissance, éliciteur, ...) **et aucun produit biocide anti-mousse ou anti-algue sur la totalité des surfaces de la collectivité à entretenir** (voirie, cimetière et terrains de sports inclus) (y compris dans le cas d'éventuelles prestations de service).

L'engagement dans la charte ne soustrait pas la collectivité aux obligations réglementaires liées à la lutte contre les organismes nuisibles réglementés et contre les espèces exotiques envahissantes.

Cette lutte devant être effectuée dans une démarche de lutte intégrée. La protection intégrée vise à encourager les mécanismes naturels favorisant la régulation des populations d'organismes nuisibles, puis consiste à prendre en considération l'ensemble des méthodes de lutttes, intégrant des mesures appropriées qui découragent le développement des populations d'organismes nuisibles et maintiennent le recours aux produits phytopharmaceutiques en dernier recours.

Ainsi, pour les processionnaires du pin, une lutte intégrée consiste à combiner différentes méthodes, mobilisables en fonction des situations et du cycle de développement de l'insecte :

- Lutte écologique, visant à améliorer la biodiversité, limiter la présence d'espèces sensibles, et diversifier les plantations.
- Lutte biologique visant à favoriser la présence de mésanges en installant des nichoirs.
- La lutte par phéromones (confusion ou piègeage) visant à empêcher la reproduction des papillons
- Lutte mécanique visant à écheniller les nids.
- Lutte par piègeage mécanique, visant à capturer les chenilles lors de leur procession.
- Lutte phytosanitaire visant à utiliser en dernier recours un produit phytosanitaire de biocontrôle



ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES

La collectivité signataire s'engage à mettre en place des actions permettant d'améliorer ses pratiques et de tendre vers l'obtention du niveau le plus élevé de la charte.

ARTICLE 4 : DELAI DE MISE EN PLACE

La collectivité s'engage à mettre en place l'ensemble des actions visant à atteindre le Zéro-phyto au plus tard dans les deux années suivant la signature de la charte actualisée en 2023. Puis à tendre vers une progression régulière permettant d'atteindre les différents niveaux de l'engagement « + nature ».

ARTICLE 5 : EVALUATION DE LA CHARTE

- L'évaluation de la charte peut être réalisée par les collectivités elles-mêmes dans le cadre d'une auto-évaluation, par les structures animatrices des bassins versants, ou par la FREDON Bretagne.
- Cette évaluation des pratiques des collectivités doit être effectuée en utilisant le document de suivi présenté en Annexe 5.
- L'évaluation du « zéro phyto » se fait selon les 5 niveaux existants de la « charte d'entretien des espaces des collectivités », ces 5 niveaux ayant l'équivalence suivante avec l'évaluation du « Zéro-phyto » de la charte + nature.*
- L'évaluation des 4 thématiques (Réduire les déchets verts, Mieux gérer l'eau, Favoriser la Biodiversité, Communiquer) se fait selon les critères d'évaluation de la charte « + Nature ». Ces critères permettent d'obtenir un nombre de « + » dont le total permet le cas échéant à la collectivité d'accéder à l'un des 3 niveaux de progression (Annexe 6).

"Charte d'entretien des espaces des collectivités"	"Charte + Nature"
Niveau 3	"Zéro-phyto" niveau 2
Niveau 4	
Niveau 5	"Zéro-phyto" niveau 3
	Réduire les Déchets Verts
	Mieux Gérer l'eau
	Favoriser la biodiversité



ARTICLE 6 : Labélisation

Les collectivités pourront obtenir la labélisation « + nature ». Cette labélisation se fera à la suite d'un audit réalisé par la structure animatrice de bassin versant ou par la Fredon Bretagne
 Les candidatures seront ensuite examinées lors d'un comité Régional de labélisation sur la base de l'audit.
 La composition de ce comité pourra être proposée par le comité de pilotage du réseau « Dephy Collectivités Bretagne ».
 Les collectivités labélisées seront reconnues au niveau national par FREDON FRANCE et valorisées par différents supports (Diplôme, plaque de labélisation, communication presse...) ce qui engendrera un coût modeste pour la collectivité.



4- Engagement de la Collectivité

Mme, Mr. Le Maire de.....
Nom.....
Le.....
Signature

Mr. Le Directeur de Fredon Bretagne
Nom.....
Le.....
Signature

Un exemplaire de la délibération du conseil municipal peut être annexé à la charte

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »



ANNEXE 1 : Points essentiels de la réglementation



La réglementation protège l'environnement, l'applicateur et le consommateur. Elle n'a de sens que si elle se concrétise par une réelle modification des pratiques. Les textes régissant le travail des agents de collectivités sont résumés ci-dessous.

Cette annexe est valable au 01/09/2023. En raison de l'évolution de la réglementation, il est nécessaire de réactualiser régulièrement ces références

A-Définition des produits phytosanitaires et de leurs usages

Le règlement (CE) n° 1107/2009 relatif à la mise sur le marché et l'évaluation des produits phytopharmaceutiques (abrogeant la directive 91/414/CE)

Ce règlement pris en date du 21 octobre 2009 et entré en application le 21 juin 2011 s'impose à tout utilisateur de produit phytopharmaceutique.

◆ Extrait du considérant n° 35

« Afin de garantir un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement, les produits phytopharmaceutiques devraient être utilisés d'une façon appropriée, conformément aux conditions définies dans leur autorisation, en tenant compte des principes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures et en donnant la priorité, chaque fois que cela est possible, aux solutions de remplacement naturelles et non chimiques. »

◆ Définition : Article 2

Ce règlement s'applique aux produits, sous la forme dans laquelle ils sont livrés à l'utilisateur, composés de substances actives, phytoprotecteurs ou synergistes, ou en contenant, et destinés à l'un des usages suivants :

- Protéger les végétaux ou les produits végétaux contre tous les organismes nuisibles ou prévenir l'action de ceux-ci, sauf si ces produits sont censés être utilisés principalement pour des raisons d'hygiène plutôt que pour la protection des végétaux ou des produits végétaux ;
- Exercer une action sur les processus vitaux des végétaux, telles les substances, autres que les substances nutritives, exerçant



- une action sur leur croissance ;
- c) Assurer la conservation des produits végétaux, pour autant que ces substances ou produits ne fassent pas l'objet de dispositions communautaires particulières concernant les agents conservateurs ;

Utilisation : Article 55

Les produits phytopharmaceutiques doivent faire l'objet d'une utilisation appropriée.

Une utilisation appropriée inclut l'application des principes de bonnes pratiques phytosanitaires et le respect des conditions fixées conformément à l'article 31 (*conditions d'homologation*) et mentionnées sur l'étiquetage. Elle est en outre conforme aux dispositions de la directive 2009/128/CE, et en particulier aux principes généraux de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, visés à l'article 14 et à l'annexe III de ladite directive, qui s'appliquent le 1^{er} janvier 2014 au plus tard.

Mise sur le marché : Article 28

Un produit phytopharmaceutique ne peut être mis sur le marché ou utilisé que s'il a été autorisé dans l'État membre concerné conformément au présent règlement.

Par dérogation, aucune autorisation n'est requise dans les cas d'utilisation de produits contenant exclusivement une ou plusieurs substances de base;

Tenue des registres : Article 67

(...). Les utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques tiennent, pendant trois ans au moins, des registres des produits phytopharmaceutiques qu'ils utilisent, contenant le nom du produit phytopharmaceutique, le moment de l'utilisation, la dose utilisée, la zone et la culture où le produit phytopharmaceutique a été utilisé.

Ce qu'il faut retenir

- Le produit phytopharmaceutique utilisé doit détenir une autorisation de mise sur le marché (AMM) pour l'usage ciblé ;
- Son utilisation doit être conforme avec les principes de la lutte intégrée ;
- Toute application de produit doit être enregistrée sur un document à conserver 3 ans par tous les utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques, y compris les agents de collectivités.

Les articles du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM) L253-1 à L254-12 et Titre CRPM

Les produits sont homologués pour un usage précis via un catalogue national des usages phytopharmaceutiques pris par l'arrêté du 26 mars 2014 modifié par l'arrêté du 2 décembre 2015 : un usage correspond à « l'association d'un végétal, produit végétal ou famille de végétaux avec un ravageur, groupe de ravageurs, maladie ou groupe de maladies contre lequel le produit est dirigé ou avec une fonction ou un mode d'application de ces produits ».

Application concrète

Les produits sont homologués pour un usage précis : une culture ou un espace à traiter, un organisme visé, une dose maximale autorisée, un type d'application.

Le choix des produits désherbants utilisés par la collectivité doit être fait en application du catalogue national des usages phytopharmaceutiques (2 mars 2015) arrêté par le Ministère chargé de l'Agriculture. Les collectivités peuvent utiliser les produits suivants :

- Tous les **produits destinés au grand public** portant la mention « **Emploi Autorisé dans les Jardins d'amateurs** », **tout en respectant les consignes d'homologation**. Ces produits comportent une formulation et un mode d'application de nature à réduire le risque d'exposition pour l'utilisateur.
- **Les produits professionnels qui sont homologués pour l'usage qu'elles souhaitent en faire**, tout en respectant les indications.


A titre d'exemple, un produit herbicide homologué pour le désherbage des arbres et arbustes d'ornement ne doit pas être utilisé pour le désherbage des allées de parcs, jardins et trottoirs, cimetière et voies.

Sanctions pénales

Attention, le fait d'utiliser un produit en ne respectant pas ses conditions d'utilisation peut être sanctionné pénalement par une **peine de 6 mois d'emprisonnement et 30 000€ d'amende** (article L253-17 du code rural et de la pêche maritime).

Ca qu'il faut retenir

- Tout ce qui n'est pas autorisé est interdit.
- Les produits phytosanitaires sont soumis à autorisation de mise sur le marché :

Avec AMM	Dés herbant sans AMM en usage JEVI
	Vin de grappe Acide acétique Gros sel



En cas de doute, consultez votre animateur de bassin versant qui peut vous conseiller, ou recherchez les produits dans la base de données E-PHY : <https://ephy.anses.fr/>



B- Des textes spécifiques pour protéger la population

Réglementation relative à l'interdiction d'utilisation de certains produits dans ou à proximité des lieux fréquentés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables

L'arrêté du 27 juin 2011, relatif à l'interdiction d'utilisation de certains produits mentionnés à l'article L253-1 du code rural et de la pêche maritime dans des lieux fréquentés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables, réglemente l'utilisation des pesticides dans les lieux publics. L'article L253-7-1 impose des restrictions d'usage à respecter.

I- Dispositions générales applicables à tous les produits phytopharmaceutiques

Dans tous les lieux, les délais d'entrée suite au traitement respectent les dispositions de l'arrêté du 4 mai 2017, à savoir : 6 heures, porté à 8 heures en milieu fermé, à 24 heures pour les produits comportant une des mentions de danger H315, H318 ou H319, et à 48 heures pour les produits comportant une des mentions de danger H317, H334, H340, H341, H350 et H350i, H351, H360F, H360D, H360FD, H360Fd, H360Df, H361f, H361d, H361fd ou H362. Ce délai s'applique uniquement aux traitements réalisés par des utilisateurs professionnels (y compris les agents des collectivités).

• dans les lieux fréquentés par le grand public :

→ Les zones objet du traitement phytosanitaire **sont interdites d'accès aux personnes, pendant la durée du traitement.**

• dans les lieux fréquentés par les personnes vulnérables :

Il s'agit des espaces habituellement fréquentés par les **élèves ou les enfants** dans l'enceinte des établissements scolaires ; des crèches, des haltes-garderies et des centres de loisirs; dans les aires de jeux destinées aux enfants dans les parcs, jardins et espaces verts ouverts au public, établissements tels que les centres hospitaliers, les maisons et établissements de santé, les maisons de réadaptation fonctionnelle ; les lieux qui accueillent ou hébergent des **personnes âgées ou handicapées**, Mais également **les parcs, les jardins, les espaces verts et les terrains de sport et de loisirs ouverts au public.**

→ Les zones à traiter sont **délimitées par un balisage**

→ Un affichage signale au public **l'interdiction d'accès à ces zones**

→ L'affichage est mis en place **au moins 24 h avant l'application du produit**



→ Il mentionne la **date** du traitement, le **produit** utilisé et la **durée** prévue d'éviction du public
→ L'affichage et balisage restent en place jusqu'à expiration du délai d'éviction du public

II- Dispositions spécifiques à certains lieux et pour certains produits

• dans les lieux fréquentés par les personnes vulnérables :

Dans les espaces habituellement fréquentés par les élèves ou les enfants dans l'enceinte des établissements scolaires, des crèches, des haltes-garderies et des centres de loisirs; dans les aires de jeux destinées aux enfants dans les parcs, jardins et espaces verts ouverts au public.

Et

À moins de 50 m des bâtiments d'accueil ou d'hébergement des centres hospitaliers et hôpitaux, des établissements de santé privés, des maisons de santé, des maisons de réadaptation fonctionnelle ; des établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou des personnes atteintes de pathologie graves, ou des établissements qui hébergent des personnes âgées, (sans toutefois aller au-delà de la limite foncière de ces derniers)

→ L'utilisation de produits phytopharmaceutiques est **interdite**.

Conditions d'exemption :

Pour les lieux fréquentés par les élèves et les enfants, cette interdiction ne s'applique pas aux produits à faible risque ; ou dont la classification comporte exclusivement une ou plusieurs phrases de risque suivantes : R50 à R59, ou une ou plusieurs des mentions de danger suivantes : H400, H410, H411, H412, H413, EUH059.

Et

Pour les centres hospitaliers, établissements de santé, et d'hébergement des personnes âgées, cette interdiction ne s'applique pas aux produits dont la classification comporte exclusivement des phrases de risque R50 à R59, ou une ou plusieurs des mentions de danger suivantes : H400, H410, H411, H412, H413, EUH059 ni aux produits exempts de classement.

L'article L253-7-1 du Code rural et de la pêche maritime précise que : à proximité de tous les lieux fréquentés par les personnes vulnérables, l'utilisation des produits mentionnés à l'article L253-1 est subordonnée à la mise en place de protections adaptées telles que des haies, des équipements pour le traitement ou des dates et horaires de traitement permettant d'éviter la présence de personnes vulnérables lors du traitement. Lorsque de telles mesures ne peuvent pas être mises en place, l'autorité administrative détermine une distance minimale adaptée en deçà de laquelle il est interdit d'utiliser ces produits à proximité de ces lieux.



En cas de nouvelle construction d'un établissement (cours de récréation, établissement scolaire, hôpital...) à agricoles, le porteur de projet prend en compte la nécessité de mettre en place des mesures de protection physique.

Cet article L253-7-1 est soutenu par les arrêtés préfectoraux de juillet 2017 pour les départements bretons du Morbihan, des Côtes d'Armor et du Finistère ainsi que celui d'août 2017 pour le département d'Ille et Vilaine qui précisent les règles à respecter pour permettre un traitement à proximité de ces espaces.

• dans les parcs, les jardins, les espaces verts et les terrains de sport et de loisirs ouverts au public

→ **est interdite** l'utilisation de produits qui contiennent des substances classées cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction de catégorie 1A ou 1B (mentions de danger H350, H350i, H340, H360F, H360D, H360FD, H360Fd ou H360Df) ou des substances persistantes, bioaccumulables et toxiques ou très persistantes et très bioaccumulables.

Attention : il est question ici de substances et non pas de produits : il y a lieu de rechercher la classification des substances inscrites sur les étiquettes, afin de s'assurer du respect de cette interdiction.

Liste des substances CMR

La liste des substances « CMR 1A ou 1B » est disponible sur le site suivant :

<http://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-database/public/?event=activesubstance.selection&language=EN>

Pour la caractérisation « accumulation et persistance dans le milieu » : se référer au site

<https://echa.europa.eu/web/guest/candidate-list-table>

→ **est interdite** l'utilisation des produits classés explosifs, très toxiques (T+), toxiques (T) ou dont la classification comporte les phrases de risque R40, R68, R62, R63, R48/21, R48/20/21, R48/21/22 ou R48/20/21/22 ou les mentions de danger H200, H201, H202, H203, H204, H205, H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370, H372, H351, H341, H361 f, H361 d, H361fd et H373.

Conditions d'exemption : cette interdiction ne s'applique pas si l'accès aux lieux mentionnés peut, en tout ou partie, être interdit au public pour une durée totale ne pouvant être inférieure à douze heures après la fin du traitement.

Attention : cette dérogation s'applique sans préjudice de l'art3 de l'arrêté du 4 mai 2017 (délais d'entrée supérieurs à 12 h, dans les cas de produits non EAJ, classés H315, H318 ou H319, H317, H334, H340, H341, H350 et H350i, H351, H360F, H360D, H360FD, H360Fd H360Df, H361f, H361d, H361fd ou H362.).



Ce qu'il faut retenir

L'application de produits phytopharmaceutiques dans les cours de récréation, crèches, aires de jeux... centres hospitaliers, établissements de santé, d'hébergement des personnes âgées,... espaces verts, parcs et jardins, terrains de foot est soumise à une réglementation spécifique et complexe et nécessite des procédures de mises en œuvre réfléchies.



Exemple de panneau pour indiquer le délai de rentrée :

Interdiction d'entrer



NE PAS FRANCHIR CETTE LIMITE !

ZONE TRAITÉE le / / à ..h..
avec le produit phytosanitaire :
Zone ré-ouverte au public à partir du / / à ..h..

(dispositions de l'arrêté national du 4 mai 2017 et de l'arrêté du 27 juin 2011 relatifs à la mise sur le marché, l'utilisation des produits et les lieux d'application visés à l'article L. 253-1 du Code rural et de la pêche maritime)



La loi du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur le territoire national (Loi Labbé) , modifiée par l'arrêté du 15 janvier 2021

Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'ensemble des collectivités sont dans l'obligation de mettre en application la loi Labbé⁽¹⁾ modifiée par l'article 68 de la LTE⁽²⁾ et la loi Potier⁽³⁾ et l'arrêté du 15 janvier 2021, interdisant l'usage de certains produits phytosanitaires pour l'entretien des lieux fréquentés par le public et dans les lieux à usage collectif.

- Les produits phytosanitaires interdits

Tous les produits phytosanitaires sont interdits à l'exception : des produits de biocontrôle, des produits qualifiés à faible risque et des produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique, lorsqu'ils bénéficient d'une autorisation de mise sur le marché nationale pour un usage dans les jardins, espaces verts ou infrastructures.

- Les espaces pour lesquels cette interdiction s'applique : **A compter du 1^{er} Juillet 2022**
 - Les Cimetières, Parcs et jardin, **Espaces verts, Voiries, Forêts**, lieux de promenade, **propriétés privées à usage d'habitation**. (Comprenant notamment les jardins des copropriétés, les parcs et jardins privés);
 - Les équipements sportifs (terrain de grands jeux dont l'accès n'est pas réglementé, maîtrisé et réservé aux utilisateurs);
 - **Les hôtels et les auberges collectives, les hébergements, les terrains de campings et les parcs résidentiels de loisirs ;**
 - Les jardins familiaux et les parcs d'attraction ;
 - **Les zones accessibles au public dans les zones destinées au commerce ;**
 - **Les voies d'accès privées, les espaces verts et les zones de repos sur les lieux de travail ;**
 - Les zones à usage collectif des établissements d'enseignement
 - Les établissements de santé, les maisons de santé et les centres de santé
 - Les établissements sociaux et médico-sociaux
 - Les maisons et domiciles d'assistants maternels
- Les espaces pour lesquels cette interdiction s'applique **A compter du 1^{er} Janvier 2025**
 - Les équipements sportifs dont l'accès est réglementé, maîtrisé et réservé aux utilisateurs pour les lieux suivants : terrains de grands jeux, les pistes d'hippodromes et les terrains de tennis sur gazon, elle s'applique aussi aux golfs et aux pratiques de golf, uniquement s'agissant des départs, greens et fairways

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »



- Les espaces et les traitements pour lesquels cette interdiction ne s'applique pas
 - Les zones difficiles d'accès pour des raisons de sécurité
 - Les zones à enjeux de sécurité, des voies d'accès privés, des zones de repos et espaces verts des lieux de travail
 - Les zones à enjeux de sécurité des aéroports
 - Pour les équipements sportifs visés à l'échéance du 1^{er} Janvier 2025, l'interdiction ne s'applique pas aux usages des produits phytopharmaceutiques, figurant sur une liste établie pour une durée limitée par les ministres chargés des sports et de l'environnement, pour lesquels aucune solution technique alternative ne permet d'obtenir la qualité requise dans le cadre des compétitions officielles
 - Les traitements et les mesures nécessaires à la destruction et à la prévention de la propagation des organismes nuisibles réglementés
 - Les traitements nécessaires pour lutter contre un danger sanitaire grave

(1) Loi n° 2014-110 du 06/02/2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national
(2) Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
(3) Loi n° 2017-348 du 20 mars 2017 relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle



Utilisation de produits phytosanitaires INTERDITE

A compter du 1er juillet 2022

Seuls les produits : de bio-origine, quantifiés à faible risque ou à usage autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique

Utilisation de produits phytosanitaires AUTORISÉE

Seuls les produits de plantes et les autres (biomécaniques) autorisés

En cas de doute contactez votre animateur de bassin versant
 Pour obtenir les coordonnées des Animateurs de votre Bassin versant veuillez contacter:
 Fredon Bretagne par téléphone au 02 23 21 18 18 ou par mail fredon@fredon-bretagne.com



Source : FREDON Bretagne



C- Des textes généraux à l'usage de tous les produits : arrêté du 4 mai 2017

L'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime remplace l'arrêté du 12 septembre 2006 et constitue le texte réglementaire de référence sur l'utilisation des produits phytosanitaires ou antiparasitaires.

Cet arrêté complète les dispositions mentionnées sur l'étiquetage de chaque produit phytopharmaceutique pour :

Éviter un entraînement par le vent des produits hors des zones traitées.

- Tout applicateur de produits phytopharmaceutiques doit mettre en œuvre les moyens appropriés pour **éviter leur entraînement hors de la parcelle ou de la zone traitée** et ce quelle que soit l'évolution des conditions météorologiques. **Il s'agit d'une obligation de résultat** pour toute personne réalisant un traitement phytosanitaire. **Celle-ci est tenue d'empêcher toute dérive vers la propriété d'un tiers.**

- L'arrêté fixe une vitesse de vent maximale au-dessus de laquelle les traitements ne sont plus possibles, correspondant au degré d'intensité 3 sur l'échelle de Beaufort.



Délai de rentrée à respecter

Protéger la santé humaine par des délais avant récolte et des délais de rentrée sur les lieux où a été appliqué le produit phytopharmaceutique.

Le délai minimal de rentrée (**durée pendant laquelle il est interdit aux personnes de pénétrer sur les lieux de traitement**) est le suivant : **6 heures dans le cas général, 8 heures en milieu fermé, 24 heures** après toute application par pulvérisation ou poudrage de produit comportant une des mentions de danger H315, H318 ou H319, et à **48 heures** pour les produits comportant une des mentions de danger H317, H334, H340, H341, H350 et H350i, H351, H360F, H360D, H360FD, H360Fd H360Df, H361f, H361d, H361fd ou H362.

- Le délai de rentrée ne s'applique qu'aux produits utilisés en pulvérisation ou en poudrage sur une végétation déjà en place et uniquement aux traitements réalisés par des utilisateurs professionnels. Les produits de traitement de semences, de fumigation, les



granulés, les appâts et les produits portant la mention Emploi Autorisé dans les Jardins ne sont pas concernés par le délai de rentrée prévu lors de la décision d'AMM.

- D'autres délais de rentrée sont possibles, ils sont alors inscrits sur l'étiquette.
- Si le traitement nécessite des interventions particulières comme l'incorporation du produit dans le sol après application, le délai de rentrée débute à partir de la fin des interventions.
- Le délai de rentrée s'applique à tous les utilisateurs de produits phytosanitaires : agriculteurs, salariés, stagiaires, collectivités, gestionnaires d'espaces verts et de la voirie...
- En cas de mélange, c'est le délai de rentrée le plus long qui doit être pris en compte

Ce qu'il faut retenir

L'application de produits phytosanitaires implique des contraintes de délais de rentrée sur la zone traitée et d'absence totale de dérive hors de la zone traitée.

D-Des textes pour protéger les milieux aquatiques

Des mesures générales par l'arrêté du 4 mai 2017

Cet arrêté complète les dispositions mentionnées sur l'étiquetage de chaque produit phytopharmaceutique pour limiter les pollutions ponctuelles par l'aménagement de l'atelier/lieu de remplissage du pulvérisateur (protection du réseau d'eau, conditions de rinçage) et par la gestion des effluents (fonds de cuve, eaux de rinçage).

Il est obligatoire

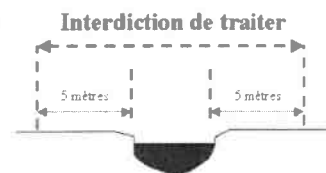
- de disposer d'un moyen de protection du réseau d'alimentation en eau, empêchant les retours de bouillie vers le circuit d'alimentation en eau (exemples : cuve intermédiaire, potence empêchant le contact entre l'eau d'alimentation et l'eau de la cuve, clapet anti-retour)
- d'un moyen permettant d'éviter le débordement de la cuve du pulvérisateur.
- de pratiquer le rinçage des bidons à l'eau claire en fin d'utilisation, l'eau de rinçage devant être versée dans la cuve du pulvérisateur (obligation de participation aux collectes Emballages Vides de Produits Phytopharmaceutiques).



Les pollutions diffuses par dérive de la bouillie sont limitées par l'attribution d'une zone non traitée (ZNT) minimale de 5 mètres en bordure de tout point d'eau.

« Points d'eau » : cours d'eau définis à l'article L. 215-7-1 du code de l'environnement et éléments du réseau hydrographique figurant sur les cartes 1/25 000 de l'Institut géographique national. Les points d'eau à prendre en compte pour l'application du présent arrêté sont définis par arrêté préfectoral.

Par conséquent, une zone non traitée (ZNT) en bordure des points d'eau (cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents figurant en points, traits continus ou discontinus sur les cartes au 1/25 000 de l'Institut Géographique National) minimale de 5 mètres doit être respectée. Attention la ZNT peut être plus importante (20, 50 ou 100 mètres) pour certains produits.



E- Des mesures spécifiques à la Bretagne, par Arrêté préfectoral, interdisant tout produit phytopharmaceutique à proximité de l'eau, appliquées aux 4 départements bretons

Les arrêtés signés en juillet 2017 dans les quatre départements bretons définissent les points d'eau sur lesquels s'appliqueront la ZNT. Pour les quatre départements, une zone non-traitée (ZNT) de 5 mètres minimum s'appliquera aux cours d'eau définis par l'article L215-7-1 du code de l'environnement et aux autres éléments du réseau hydrographique (hors cours d'eau) figurant sur les cartes IGN au 1/25 000. L'information cartographique concernant les cours d'eau définis par l'article L. 215-7-1 du code de l'environnement est disponible sur chacun des sites internet des préfectures.

Sur le reste du réseau hydrographique (fossés, cours d'eau non inventoriés, collecteurs d'eaux pluviales et bassins de rétention, sources, puits, forages), même à sec, les quatre arrêtés départementaux interdisent l'application ou le déversement de produits phytopharmaceutiques dans et à moins d'un mètre dudit réseau.

Agriculteurs, collectivités, entrepreneurs, particuliers, tous les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques sont concernés.



Ne traitez pas à proximité de l'eau

AFIN DE PRÉSERVER LA QUALITÉ DES EAUX, IL EST INTERDIT D'UTILISER TOUTS PRODUITS PHYTOPHARMEUTIQUES (DESHERBANTS, FONGICIDES, INSECTICIDES, ANTI LIMACES...)

A MOINS DE 5 MÈTRES MINIMUM DES COURS D'EAU*, PLANS D'EAU*
 Consultez l'étiquette car la distance peut être plus importante (20, 50 ou 100m)



Interdiction de traiter



DANS ET A MOINS DE 1 MÈTRE DE LA BERGE DES FOSSES (MÊME À SEC), COLLECTEURS D'EAUX PLUVIALES, POINTS D'EAU, PUIITS, FORAGES ne figurant pas sur les cartes IGN 1/25 000*



Interdiction de traiter



SUR AVALOIRS, CANIVEAUX ET BOUCHES D'ÉGOUT.



Interdiction de traiter

* Seul cadre dérogatoire des produits de biocontrôle, labellisés AB, ou à faible risque

TOUS LES UTILISATEURS DE PESTICIDES SONT CONCERNÉS : PARTICULIERS, COLLECTIVITÉS AGRICULTEURS ET ENTREPRENEURS. EN CAS D'INFRACTION, LES PEINES ENCOURUES PEUVENT ALLER JUSQU'À 150 000 € ET 6 MOIS D'EMPRISONNEMENT

* Les points d'eau sont constitués d'eau partiel ou des cours d'eau tels que définis par l'article L.215-7-1 du code de l'environnement. L'information cartographique concernant les cours d'eau est mise à disposition du public sur le site internet des services de l'État, www.cotes-darmor.gouv.fr à la rubrique « politiques publiques / environnement / l'eau / cartographie des cours d'eau du département » et d'autre part par les autres éléments du réseau hydrographique (hors cours d'eau) figurant sur les cartes 1:25 000 de l'Institut géographique national.



Précisions et définitions réglementaires

Le terme « **effluents phytopharmaceutiques** » regroupe (Article 1 de l'arrêté du 4 mai 2017) :

- Les fonds de cuve,
- Les bouillies phytopharmaceutiques non utilisables,
- Les eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation dont le rinçage intérieur et extérieur,
- Les effluents liquides ou solides ayant été en contact avec des produits ou issus du traitement de ces fonds de cuve, bouillies, eaux ou effluents.

Est considéré comme un **déchet** " tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon" (L541-1 II, du code de l'environnement).

Les **déchets phytopharmaceutiques** peuvent être de différente nature :

- Les Emballages Vides de Produits Phytosanitaires (EVPP),
- Les Produits Phytosanitaires Non Utilisables (PPNU) : produits interdits (plus homologués ou sans AMM) ou invendus, produits périmés ou dont l'emballage est abimé ou dont l'étiquette est illisible,
- Les équipements de protection individuelle (EPI) usagés,
- Les effluents phytopharmaceutiques.

Gestion des déchets

L'article 11 de l'arrêté ministériel du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L253-1 du code rural **responsabilise les producteurs des déchets issus des emballages de produits phytopharmaceutiques (EVPP). Il précise que ces déchets doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.**



Les Emballages Vides de Produits Phytosanitaires (EVPP)

Les EVPP sont des conditionnements vides résultant de la vidange totale des produits phytosanitaires. Il est obligatoire de les rincer avant élimination (article 6 de l'AM du 4 mai 2017). Il faut les rincer à l'eau claire manuellement ou à l'aide d'un rince bidon et pulvériser l'eau de rinçage sur la zone à traiter. Il ne faut pas vidanger cette eau dans l'évier, le caniveau, les fossés, ou tout autre point d'eau ...

Sur le plan technique, on distingue 4 catégories d'EVPP :

- **Les "bidons vides"** (emballages en plastique), dont la contenance est inférieure ou égale à 25 L
- **Les " fûts vides"** (emballages en plastique ou en métal), dont la contenance est comprise entre 25 L et 300 L.
- **Les "containers"** dont la contenance est supérieure à 300 litres.
- **Les "sacs et boîtes"** (emballages contenant des produits en formulation solide), dont la contenance est inférieure ou égale à 25 kg. Ils sont composés de différents matériaux : plastique, carton, papier aluminisé, ...

La Loi 75-633 du 15 juillet 1975 et l'article 84 des règlements sanitaires départementaux précisent l'interdiction de brûler les déchets phytosanitaires à l'air libre et de mettre en décharge sauvage, aux ordures ménagères ou d'enterrer les déchets de produits phytosanitaires.

Ayant contenu des produits phytopharmaceutiques, les EVPP sont considérés comme dangereux (article R541-7 et suivants du CE).

A noter : les matériaux souillés par les produits, et notamment les EPI usagés, le petit matériel de dosage, les matériels de pulvérisation, matières absorbantes, doivent être traités comme des déchets dangereux.



Les Produits Phytosanitaires Non Utilisables (PPNU)

Les produits phytopharmaceutiques non utilisables sont des produits que le détenteur ne peut plus utiliser pour plusieurs raisons et deviennent de ce fait des déchets :

- Entreposage défailant ayant altéré l'emballage ou ne permettant pas l'identification du produit (étiquette endommagée ou absente),
- Dégradation par le temps, le gel du produit ou produit périmé (voir la date de péremption sur l'emballage). Si elle n'apparaît pas le produit est considéré comme stable pendant une durée minimale de deux ans. Il faut alors se renseigner sur la durée de conservation auprès du fabricant ;
- Interdiction réglementaire de l'usage du produit (notamment ceux dont la substance active a été interdite) : il est important de consulter régulièrement la liste des produits homologués sur le site du Ministère de l'Agriculture : www.e-phy.agriculture.gouv.fr ;
- Changement dans les choix de plantations ne permettant plus l'utilisation de ces produits sur les cultures existantes ou produits dépassés techniquement par rapport à d'autres produits plus performants. L'utilisateur les destine à l'abandon alors que ces produits sont encore homologués ;

Dans l'attente de leur retrait sous un délai réglementaire d'un an et dans l'attente d'une collecte, il convient de conserver les PPNU dans le local de stockage des produits phytosanitaires en les isolant par catégorie, dans leurs emballages d'origine avec leurs étiquettes, en indiquant de manière claire qu'ils sont en attente d'élimination et de profiter des opérations spécifiques de collecte de ces déchets. Les producteurs doivent tenir un registre de suivi des déchets et conserver les attestations de dépôts durant 5 ans, au titre de l'article L541-7 du code de l'environnement.

Filière de traitement appropriée

La décision de la commission européenne du 16 janvier 2001 : 2001/118/CE marque l'obligation d'éliminer les déchets des produits phytosanitaires par le biais d'un traitement spécialisé dans des installations appropriées. Du fait de leur classement en "déchets industriels spéciaux" (DIS), les EVPP et les PPNU sont exclus de la collecte via les ordures ménagères ou assimilés qui n'est autorisée que pour des déchets d'emballage non dangereux. Ils doivent donc emprunter les filières d'élimination appropriées. Il y a obligation pour les usages professionnels d'en assurer ou d'en faire assurer le traitement correct.

Il est fortement conseillé de réaliser régulièrement un état du stock de produits phytopharmaceutiques pour connaître les produits interdits. Vous pouvez pour cela consulter le site internet e-phy à l'adresse suivante : <https://ephy.anses.fr/>

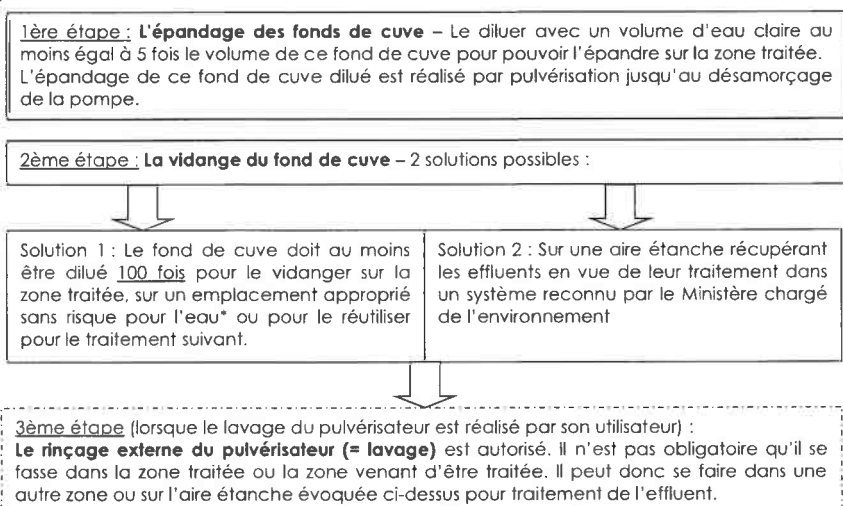


Les fonds de cuve

Le « fond de cuve » correspond au volume de bouillie restant dans la cuve du pulvérisateur après épandage et désamorçage du pulvérisateur qui, pour des raisons techniques liées à la conception de l'appareil de pulvérisation, n'est pas pulvérisable. Il convient d'y ajouter le volume restant dans les tuyaux.

Ce fond de cuve peut être épandu sous réserve du respect des articles 7 à 9 de l'arrêté du 4 mai 2017

Les règles sont prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 4 mai 2017



*Annexe 1 de l'arrêté ministériel du 4 mai 2017

L'épandage, la vidange ou le rinçage des effluents phytopharmaceutiques visés aux articles 7 (épandage et vidange des fonds de cuve dilués), 8 (eaux de rinçage externe) et 9 (effluents épandables issus des systèmes de traitement) n'est possible que dans les conditions suivantes :

- aucun épandage, vidange ou rinçage n'est autorisé à moins de 50 mètres des points d'eau, des caniveaux, des bouches d'égout et de 100 mètres des lieux de baignade et plages, des piscicultures et zones conchylicoles et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ou animale. (...);
- toute précaution doit être prise pour éviter les risques d'entraînement par ruissellement ou en profondeur des effluents phytopharmaceutiques. En particulier, l'épandage, la vidange ou le rinçage sont interdits pendant les périodes au cours desquelles le sol est gelé ou abondamment enneigé et sur les terrains en forte pente, très perméables ou présentant des fentes de retrait. Ils doivent être réalisés sur un sol capable d'absorber ces effluents, en dehors des périodes de saturation en eau de ce sol et en l'absence de précipitations ;
- l'épandage, la vidange ou le rinçage de l'un quelconque de ces effluents (fonds de cuve dilués, eaux de rinçage externe, effluents des systèmes de traitement) sur une même surface n'est possible qu'une fois par an.



Protection de l'utilisateur : Formation du personnel et exigences pour les prestataires

La formation du personnel : le Certiphyto

Pour tout achat et utilisation des produits phytopharmaceutiques à titre professionnel la possession d'un certificat individuel appelé Certiphyto est indispensable.

Le certificat individuel peut être obtenu soit par équivalence avec un diplôme délivré dans les 5 années précédentes, soit par une formation adaptée, soit à la suite de la réussite à un test de connaissances. Pour les agents des collectivités territoriales, deux Certiphyto sont possibles :

- Le Certiphyto « Utilisation des produits phytopharmaceutiques dans la catégorie Décideur en Entreprise Non Soumise à Agrément » : Il s'agit des agents référents techniques de l'achat. Ces personnes formalisent les besoins du service et interviennent dans le choix sur les aspects techniques liés aux produits. Ils utilisent et organisent l'utilisation des produits phytosanitaires.
- Le Certiphyto « Utilisation des produits phytopharmaceutiques dans la catégorie opérateur » : Il concerne les « agents applicateurs opérationnels » qui utilisent les produits selon les consignes de leurs supérieurs hiérarchiques.

Chaque certificat a une durée de validité de 5 ans. Il est à renouveler impérativement dans les 3 à 6 mois avant la date de fin de validité du Certiphyto.

Le certificat n'est pas exigé pour les médiateurs chimiques (phéromones, kairomones) ni pour les substances de base.

Les textes de référence sont disponibles sur le site Chlorofil en lien ci-dessous :

<http://www.chlorofil.fr/diplomes-et-referentiels/titres-et-certificats/certificats-individuels-professionnels-produits-phytopharmaceutiques.html>

Vous trouverez les informations sur les voies d'accès au CERTIPHYTO et l'organisation des formations en Bretagne en cliquant sur le lien suivant : <http://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Certificat-individuel-pour-les>

Pour toute demande d'information, contacter la DRAAF/SRAL au 02.99.28.21.33
Site Internet : <http://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr>



Respect des engagements de la charte pour les prestataires de service

Dans le cas où la collectivité fait appel à un prestataire de service qui utilise des produits phytopharmaceutiques, **l'entreprise doit être agréée et la personne intervenant doit posséder son certificat individuel adapté à son activité.**

La collectivité s'engage à exiger des prestataires de service (devis, CCTP, cahier des charges, ...) le respect des éléments de la charte et de l'ambition de la collectivité.



🔦 La formation aux techniques alternatives

L'Article 55 du règlement (CE) 1107/2009 indique que les produits phytopharmaceutiques doivent faire l'objet d'une utilisation appropriée et conforme aux principes généraux de lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

La Directive 2009/128 donne la définition de la lutte intégrée. Il s'agit de :

- Combiner les méthodes de lutte ;
- Réduire le risque de maladies des plantes ;
- Encourager les mécanismes naturels ;
- Réduire les risques pour la santé et l'environnement ;
- Privilégier la croissance de cultures saines ;
- Préserver les agro-écosystèmes

📌 Ce qu'il faut retenir

- Lorsque l'on souhaite réaliser une application avec des produits phytopharmaceutiques, on doit d'abord s'interroger sur les techniques alternatives à mettre en œuvre.
- La formation du personnel technique doit être adaptée à ces techniques alternatives.



🔦 Les Equipements de protection individuelle

Un équipement de protection individuelle (EPI) est un dispositif ou moyen destiné à être porté ou tenu par une personne en vue de la protéger contre un ou plusieurs risques susceptibles de menacer sa santé ou sa sécurité. (Code du Travail, article R.4311-8)

L'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs, y compris les travailleurs temporaires. L'agent technique doit donc avoir à sa disposition les éléments de protection suivants :

- **des lunettes selon la Norme NF EN 166 de type 3, des gants en nitrile selon la Norme EN 374 et des bottes selon la norme EN 13832-3.**
- **des vêtements de protection catégorie 3 type 4 et dans l'idéal à usage unique**
- **une protection respiratoire avec des cartouches A2P3 à renouveler toutes les 20 heures d'utilisation ou au moins tous les 6 mois.**

et les utiliser à chaque fois que l'étiquette et le classement du produit l'imposent.

L'établissement des fiches d'exposition et de la liste des travailleurs exposés constitue une obligation de l'employeur (article R 4412-40 à 43 du code du travail) :

- pour toute exposition des travailleurs aux produits ou agents cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction de catégorie 1 ou 2.
- pour l'exposition des travailleurs à d'autres produits ou agents chimiques dangereux, si l'évaluation des risques conclut à un risque non faible.
- pour un travailleur exposé à l'occasion d'un incident ou d'un accident mettant en cause des agents chimiques dangereux ou CMR.

Le contenu des fiches d'exposition et de la liste des travailleurs exposés comprend notamment :

- la nature du travail (tâche et matériel).
- la nature et les caractéristiques des CMR et des agents chimiques dangereux (symboles et phrases de risque).
- les périodes d'exposition.
- la présence d'autres risques.
- les expositions anormales de chaque personne exposée : durée et nature.



Intervention de prestataire auprès des collectivités

Le décret n°2011-1325 du 18/10/2011 impose à une entreprise prestataire qui intervient sur la collectivité pour réaliser des traitements phytopharmaceutiques, de posséder l'agrément à l'application de produits phytopharmaceutiques.

La liste des entreprises prestataires agréées est disponible sur le site Internet suivant : <http://e-agre.agriculture.gouv.fr/>

Ce qu'il faut retenir

S'assurer que l'entreprise prestataire dispose d'un agrément intitulé : « application en prestation de service de produits phytopharmaceutiques », délivré postérieurement au 1er janvier 2012, enregistré sous <http://e-agre.agriculture.gouv.fr/> et que les Certiphyto des intervenants sont à jour au moment du traitement.

Demander au prestataire de fournir la fiche de traitement qui indique les dates interventions faites, les produits utilisés, le nom des intervenants...



ANNEXE 2 : Enregistrement des pratiques.



Les indicateurs utilisés pour réaliser le suivi des pratiques de désherbage de la collectivité sont les suivants :

- Date,
- Lieu,
- Surface en m²,

- Technique alternative utilisée et temps passé
OU
- Nom du produit utilisé
- N° AMM
- Dosage
- Quantités appliquées (y compris dans le cas d'éventuelles prestations de service).

- Niveau de risque,
- Nom de l'applicateur et n° du pulvérisateur utilisé

Afin de faciliter le renseignement des indicateurs précités, les pratiques doivent être enregistrées régulièrement sur un document spécifique. Un **exemple** de tableau d'enregistrement des pratiques est présenté page suivante.



Envoyé en préfecture le 07/10/2024
Reçu en préfecture le 07/10/2024
Publié le
ID 056-215600297-20241002-36_2024-DE



Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »



Envoyé en préfecture le 07/10/2024
Reçu en préfecture le 07/10/2024
Publié le
ID 056-215600297-20241002-36_2024-DE

Guide de suivi des pratiques :

Collectivité :

Données collectées lors d'une visite le : ...

Etat(s) présents : ...

Références : ...



Informations générales

- **Date*** : Cliquez ici pour entrer une date.
- **Collectivité*** : Cliquez ici pour entrer du texte.
- **Nombre d'habitants** : Cliquez ici pour entrer du texte.
- **Personne réalisant le suivi*** : Cliquez ici pour entrer du texte.
- **Agents communaux et/ou élus présents lors de ce bilan :**
- **Nombre d'agents sur la commune (EV :) (Voire :) (Polyvalent :)**
Observations : (exemple emplois d'été, apprentissage, renfort)
- **Nom de l'élu responsable espaces verts & cadre de vie :**
- **Nom de l'agent de la collectivité responsable espaces verts & cadre de vie :** Cliquez ici pour entrer du texte.

Charte d'entretien des espaces des collectivités +Nature

- **La commune est-elle en 0 phyto ?** Oui Non
- **Année de conversion en zéro phyto ? :**
- **La commune a-t-elle été récompensée par le Prix "0 phyto" remis lors du CGLE ?**
 Oui Non
- **La commune a-t-elle signé la charte régionale d'entretien des espaces des collectivités + Nature ?** Oui Non Ne sait pas
- **Année de signature de la charte :**
- **Dernier niveau de la charte atteint par la commune :**

Zéro-phyto

0	1	2	3	4	5
---	---	---	---	---	---

+ Nature

+	++	+++
---	----	-----



Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

Formations suivies par les agents

Les agents ont-ils suivi des formations dans le courant de l'année passée ? Oui Non Pas d'info

	Année n-1	Année n	Besoin en formation des agents
Formation Certiphyto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation gestion différenciée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation protection biologique intégrée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation cimetièrre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation terrain sportif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation zéro phyto (mise en œuvre et/ou communication)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation accueil de la biodiversité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation réduction des déchets verts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation éco-pâturage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation taille raisonnée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formation plantes invasives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Journées techniques / d'échanges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Aucune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Commentaires :

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

Gestion des espaces verts

Surface à entretenir en m² :

Détail des types et superficies :

Mode de gestion des espaces communaux :

Régie	<input type="checkbox"/>	Commentaires :
Prestataire	<input type="checkbox"/>	
EPCI	<input type="checkbox"/>	
Association	<input type="checkbox"/>	
Autre	<input type="checkbox"/>	

Difficultés rencontrées par les services vis-à-vis de la problématique entretien :

Difficultés	Case à cocher	
Entretien du cimelière	<input type="checkbox"/>	
Entretien des espaces sportifs engazonnés	<input type="checkbox"/>	
Entretien des massifs et des haies	<input type="checkbox"/>	
Entretien des espaces sablés et pavés	<input type="checkbox"/>	
Entretien des quais/cales portuaires	<input type="checkbox"/>	
Contrôle des Espèces Exotiques Envahissantes	<input type="checkbox"/>	
Gestion des Déchets Verts	<input type="checkbox"/>	
Gestion de l'arrosage	<input type="checkbox"/>	
Autre	<input type="checkbox"/>	

Commentaires :

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

La collectivité a-t-elle utilisé des produits phytopharmaceutiques y compris produits de bio-contrôle au cours de cette année ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Désherbant <input type="checkbox"/> Anti-limaces <input type="checkbox"/> Pyrale du buis <input type="checkbox"/> Professionnaire <input type="checkbox"/> Autre
La collectivité a-t-elle utilisé des produits type engrais désherbant ou engrais anti-mousse ou engrais désherbant anti-mousse ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
La collectivité a-t-elle utilisé des produits pour lutter contre les Mousse sur la voirie. (biocide)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
La collectivité a-t-elle utilisé des produits pour lutter contre les Mousse sur les murs et les toitures. (biocide)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
La collectivité utilise-t-elle comme produits phytosanitaires des produits sans AMM phytosanitaires (sel, vinaigre, ou autre)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
La collectivité a-t-elle un stock de produits phytosanitaires ou de produits biocides dont les usages sont évalués dans la charte.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Si la collectivité remplit l'ensemble des critères vous pouvez passer sur le Volet + Nature

Le Tableau ci-dessous vous présente les principaux points d'amélioration

Point d'amélioration	Type d'accompagnement	Commentaires

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

6. Volet Zéro-phyto

Gestion des achats de produits phytosanitaires

Nom du produit	Date d'achat	Numéro d'AMM	Quantité de produit restante	
			L	Kg

AMM : 7 CHIFFRES

BILAN DES « QUANTITÉS » DE PRODUITS UTILISÉS

Nom du produit	Numéro d'AMM	Type de d'usage des produits	Quantité utilisée au cours de l'année	Unité	
				L	Kg

TYPE D'USAGE DES PRODUITS : DESHERBANT, FONGICIDE, INSECTICIDE, MOLLUSCICIDE, REGULATEUR DE CROISSANCE...

Engagement des pratiques de désherbage

- Joindre une photocopie des fiches d'enregistrement des pratiques de désherbage.

Gestion des stocks de produits phytopharmaceutiques PFNU et/ou EVPP

Nom du produit	Numéro d'AMM	Quantité de produit restante	
		L	Kg

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

Niveau d'organisation des PFNU (Produits Phytosanitaires Non Utilisés) et EVPP (Evénements vides de Produits Phytosanitaires)

	Case à cocher
Vendeur (Reprise des déchets)	<input type="checkbox"/>
Campagne de collecte des EVPP et PFNU	<input type="checkbox"/>
Déchetterie acceptant les déchets dangereux d'origine professionnelle	<input type="checkbox"/>
Pas de filière d'élimination (stockage des PFNU et EVPP)	<input type="checkbox"/>
La commune ne possède pas d'EVPP ni de PFNU	<input type="checkbox"/>

Commentaires:

La commune est-elle impliquée par l'organisation d'une collecte ?

Oui Non

La commune met-elle en œuvre des techniques alternatives préventives ?

Oui Non

Commentaires:

Techniques alternatives curatives utilisées cette année et modalité d'acquisition du matériel

Technique	Achat communal	Achat mutualisé	Mise à disposition par l'intercommunalité	Intervention d'un prestataire	Fréquence
Air chaud pulsé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Balayeuse de voirie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Balayage manuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Brosses de désherbage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Eau chaude	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Flamme directe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Flamme indirecte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Petit matériel de désherbage manuel (binette, pic bêche, couteau, sarcloir, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Roche de désherbage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Matériel électrique (binettes électriques, ratofils, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Matériel mécanique sur surface perméable (combiné, robot piste...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Matériel d'entretien des terrains sportifs (aérateur, déleumeur...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réciprocateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ratofil / Débroussailluse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Aucune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autre (préciser)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

La commune a-t-elle créé son propre matériel de désherbage ou utilise-t-elle une technique alternative originale ?

Oui (Préciser)

Non

Ne sais pas

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

1^{er} NIVEAU  Pas d'équivalence de niveau + Nature

Points généraux

Les produits phytosanitaires sont entreposés dans un local (ou une armoire) fermé à clé, aéré et strictement réservé à cet usage	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation du local ou de l'armoire de stockage		
Les agents techniques disposent des éléments de protection suivants : lunettes, gants, bottes, vêtements de protection imperméables et protection respiratoire	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation du matériel de protection		
Les produits utilisés respectent la réglementation en cours : - Autorisation de Mise sur le Marché et catégorie d'homologation, - Respect de la réglementation relative à l'interdiction d'utilisation de certains produits fréquents par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables (ballage, affichage de l'interdiction d'accès...) - Respect des délais de rentrée - Respect de l'arrêt point d'eau	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation du local de stockage. Document d'enregistrement des pratiques. Discussions sur le respect des délais de rentrée et de la Loi Labbé (produits autorisés)		

Le tableau de recensement des produits phytosanitaires est disponible dans les pages précédentes

Commentaires :

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

Plan d'entretien des espaces communaux

La commune dispose d'un plan d'entretien des espaces communaux, celui-ci étant affiché dans les locaux techniques.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation du « plan d'entretien des espaces communaux »		
Et/ou : les agents connaissent le niveau de risque de ruissellement phytosanitaire des surfaces traitées.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation du « plan d'entretien des espaces communaux »		
Les pratiques de désherbage de la commune répondent aux consignes du plan de désherbage communal et son enregistré.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Document d'enregistrement des pratiques		

Commentaires :

Matériel -Étalonnage

L'agent communal chargé des opérations de désherbage dispose du matériel nécessaire pour réaliser l'étalonnage du matériel de pulvérisation (chronomètre, bêche graduée, mètre ruban, ...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation du matériel		
Un étalonnage est réalisé chaque année pour chacun des pulvérisateurs.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> pulvé épaule <input type="checkbox"/> pulvé dos <input type="checkbox"/> Pulvé type agri <input type="checkbox"/> lance <input type="checkbox"/> crodip <input type="checkbox"/> rampes <input type="checkbox"/> crodip <input type="checkbox"/> dotatron <input type="checkbox"/> credip
Production de la fiche d'étalonnage		
Le matériel de pulvérisation est entretenu et revêtu régulièrement (buses récentes et en bon état de fonctionnement, ...) Tous les pulvérisateurs sont concernés par l'opération de contrôle hormis les petits pulvérisateurs (type pulvérisateurs à dos, à épaupe).	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation du matériel Date butoir obligation de contrôle (cf. n°SIREN) Rapport d'inspection de moins de 5 ans Noter le type de pulvérisateur		

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

Zone de remplissage et de vidange

Les opérations de remplissage et de vidange des pulvérisateurs sont réalisées sur une zone plane, perméable (enherbée ou en terre) et éloignée de tout point d'eau	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
--	---	--

Avant et après l'application

<ul style="list-style-type: none"> - Respect des délais de rentrée - Respect de l'Forêt forestes - Respect de la réglementation relative à l'interdiction d'utilisation de certains produits fréquemment poi le grand public ou des groupes de personnes vulnérables (ballage, aménagement de l'interdiction d'accès, ...), loi Labbé 	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
--	---	--

Formation

Les agents techniques qui achètent les produits phytosanitaires et qui réalisent les traitements possèdent leur certificat individuel	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Visualisation des Certiphyto Les opérateurs n'appliquent aucun produit phytosanitaire à l'exception des médiateurs chimiques ou n'appliquant que des substances de base n'ont pas besoin d'obtenir le Certiphyto		

Pratiqués de service

Dans le cas où la commune fait appel à un prestataire de service pour les opérations de traitement phytosanitaire, l'entreprise doit être agréée et la personne intervenant possède son certificat individuel et respecte la charte	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	
Document d'enregistrement des pratiques (devis, factures, CCTP, ...). Vérification de la certification de l'entreprise Exemption à l'agrément phyto pour les prestataires de service concerne l'utilisation d'une plus large gamme de produits de biocontrôle ainsi que l'utilisation de substances de base		

Information de la population

La collectivité communique sur la réglementation auprès de la population (réunions, communications écrites, bulletin municipal, affichage...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Production de documents de communication (...)		

Niveau 1 atteint - Oui Non

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

2^{ème} NIVEAU

Equivalence Niveau 1 + Nature

Information de la population

La collectivité communique sur ses pratiques et sur le jardinage au naturel en général pour impliquer les habitants dans la démarche	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
--	--	--

Articles publiés...

Techniques alternatives

La collectivité mène une réflexion globale sur le changement de pratiques d'entretien dans la collectivité et utilise majoritairement des techniques alternatives préventives et curatives sur les surfaces à risque élevé	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
--	--	--

Techniques préventives utilisées : **enherbement, paillage**
Visualisation du matériel

Projets d'aménagement

La collectivité prend en compte les contraintes d'entretien dans les nouveaux projets d'aménagement et détermine les modes d'entretien dès l'origine du projet	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
--	--	--

Ecoles, crèches, centres de loisirs et aires de jeux

Non utilisation de produits phytosanitaires ni de produits biocides antimousse ou anti-algue dans les écoles, crèches, centres de loisirs et aires de jeux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
--	--	--

Document d'enregistrement des pratiques

Niveau 2 atteint - Oui Non

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

3^{ème} NIVEAU

Equivalence Niveau 2 + Nature

Non utilisation de produits phytosanitaires

Non utilisation de produits phytosanitaires ni de produit biocide anti-mousse ou anti-algue sur les surfaces classées à risque élevé	<input type="checkbox"/> Répond à l'exigence <input checked="" type="checkbox"/> Ne répond pas à l'exigence	
--	--	--

Document d'enregistrement des pratiques
Visualisation du matériel et de zones où les techniques alternatives sont utilisées

Politique de développement durable

La collectivité met en place une politique de DD	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
--	--	--

Politiques de gestion de l'eau (diminution de l'arrosage, réutilisation des eaux pluviales), réduction des intrants, réutilisation des déchets verts (compost, paillage), faible utilisation des plantes annuelles (préférence pour les vivaces), éco-pâturage, bilan carbone...

Niveau 3 atteint - Oui Non

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

4ème NIVEAU  Equivalence Niveau 2 + Nature

 Non utilisation de produits phytopharmaceutiques

Non utilisation de produits phytopharmaceutique à l'exception sur les surfaces à risques réduit UNIQUEMENT des produits de biocontrôle à faible risque et des produits labellisés AB	<input type="checkbox"/> Répond à l'exigence <input type="checkbox"/> Ne répond pas à l'exigence	
Proscrire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans le règlement intérieur des jardins familiaux à l'exception des produits de biocontrôle, à faible risque et des produits labellisés AB	<input type="checkbox"/> Répond à l'exigence <input type="checkbox"/> Ne répond pas à l'exigence	
Non utilisation de produits biocide anti-mousse / anti-algue à l'exclusion des murs, façades et toitures	<input type="checkbox"/> Répond à l'exigence <input type="checkbox"/> Ne répond pas à l'exigence	

Niveau 4 atteint - Oui Non

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

5ème NIVEAU  Equivalence Niveau 3 + Nature

 Non utilisation de produits phytopharmaceutiques

Non utilisation de produits phytosanitaires (herbicides, fongicides, insecticides, anti-mousses, régulateur de croissance) sur la totalité des surfaces à entretenir. A l'exception de mesures de lutte contre les organismes nuisibles réglementés.	<input type="checkbox"/> Répond à l'exigence <input type="checkbox"/> Ne répond pas l'exigence	
Non utilisation de produits biocide anti-mousse/anti-algue sur la totalité des surfaces à entretenir à l'exclusion des murs, façades et toitures	<input type="checkbox"/> Répond à l'exigence <input type="checkbox"/> Ne répond pas l'exigence	
Visualisation du matériel alternatif et des zones entretenues. Aucun stock de produits phytosanitaires et anti-mousse		
La commune a-t-elle utilisé des produits phytopharmaceutiques en zéro ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné	

Produits phytopharmaceutiques en zéro : non pénalisant pour l'obtention du niveau 5 si et seulement si la commune s'engage à ne plus faire de traitement à partir de la date du présent suivi.

Niveau 5 atteint - Oui Non

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

Volet + nature

+ Axe Réduire les Déchets Verts



Critère	Nombre de +	Justificatif d'évaluation	Commentaires
Réalisation d'un plan de gestion différenciée des espaces gérés par la structure	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Plan de gestion différenciée <input type="checkbox"/> Visite Terrain	
Taille raisonnée des espaces enherbés : augmentation de la hauteur, réduction de la fréquence	<input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Présentation du matériel <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Sur tous les espaces : objectif de hauteur importante et fréquence basse partout où c'est possible en fonction des sites (attention le mulching fait augmenter la fréquence mais action favorable) Visite de terrain et du matériel est le moyen prioritaire d'évaluation
Mise en place de fonte sans export (mulching, fonte éjectée, ...) pour éviter d'exporter les déchets de fonte	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Présentation du matériel <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Pas sur tous les espaces. Si la structure le fait sur une partie de ces surfaces enherbées c'est bon.
Fauchage (avec valorisation locale des résidus de fauche) ou broyage de la surface enherbée potentiellement gérable avec ce mode de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> au moins 20% (1) <input type="checkbox"/> au moins 50% (2) <input type="checkbox"/> au moins 80% (3) <input type="checkbox"/> Facture des travaux <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Tableau des surfaces et descriptif des espaces <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Nombre de passage max = 2 (sauf si justification, exemple problème de sécurité pour le feu d'artifice)
Entretien par éco-pâturage de la surface enherbée potentiellement gérable avec ce mode de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> au moins 20% (1) <input type="checkbox"/> au moins 50% (2) <input type="checkbox"/> au moins 80% (3) <input type="checkbox"/> Facture des travaux ou convention d'entretien <input type="checkbox"/> Tableau des surfaces et descriptif des espaces <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Au moins 80% : Sur tous les espaces mais une tolérance quand l'aspect sécurisé est justifié
Taille raisonnée des arbres et arbustes (réduction des fréquences de taille, respect du port l'arbre ou de l'arbuste et de la floraison)	<input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Partout où cela est possible. Proportion de la surface gérée ainsi à évaluer par l'auditeur en fonction des contraintes de sécurité et des arguments de la structure.
Choix de végétaux favorables à la réduction des déchets verts (Plantation d'arbre et arbustes adaptés à l'espace disponible à taille adulte, semis de gazon à pousser lent, suppression de	<input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/> Facture des travaux <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Il faut que ce soit un engagement global sur l'ensemble de la structure sur les thèmes suivants : Pour des nouveaux aménagements et des travaux de réaménagement : plantation

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

végétaux fortement producteurs de déchets de taille)	<input type="checkbox"/>		d'arbres et arbustes adaptés à l'espace disponible à taille adulte et semis de gazon à pousser lentement. Pour des aménagements existants : suppression de végétaux fortement producteurs de déchets de taille.
Valorisation locale des déchets verts par la structure (paillage, compostage)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> d'une partie (1) <input type="checkbox"/> de la totalité (3) <input type="checkbox"/> Cahier des charges <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Présence d'une filière courte de gestion des déchets dans laquelle la structure est partie prenante avec une valorisation des déchets sur la structure en paillage et/ou utilisation du compost.

Nombre Total de +	
-------------------	--

Le Tableau ci-dessous vous présente les principaux critères à améliorer

Critère	Nombre de +	Type d'accompagnement	Commentaires

Envoyé en préfecture le 07/10/2024
 Reçu en préfecture le 07/10/2024
 Publié le
 ID : 056-215600297-20241002-36_2024-DE

+ Axe Mieux Gérer l'eau : Economiser l'eau - Optimiser les ruissellements



Technique	Nombre de +	Justificatif d'évaluation	Commentaires
Couverture des sols nus sur la totalité des massifs floraux pour réduire au maximum les arrosages	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> totalité des massifs floraux (2) <input type="checkbox"/> totalité des massifs floraux, des arbustes et des arbres d'ornement (3) <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Paillassage, plante couvre-sol, bûchages biodégradable (tolérance si seulement une faible proportion de bâche plastique = attention aux micro-plastiques dans la ressource en eau)
Présence et entretien de plantes adaptées aux conditions pédo-climatiques (fleurissement, arbres et arbustes)	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Pos sur tous les espaces. Si la structure le fait sur une partie de ces surfaces enherbées c'est bon. Démarche engagée et significative
Tous les végétaux plantés en pleine terre	<input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Tolérance pour les collectivités si une très faible proportion de végétaux plantés est planté hors pleine terre dans des espaces où il est impossible de faire autrement
Récupération d'une partie des eaux de pluie (systèmes de récupération fermés) pour l'arrosage des espaces végétalisés	<input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/> Facture des travaux <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Installation significative
Optimisation des systèmes d'arrosage (irrigation en goutte à goutte, arrosage de nuit, utilisation de sondes hygrométriques, choix de substrats rétenteurs d'eau...)	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Pratique généralisée
Réalisation d'un plan de gestion des eaux pluviales	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Plan de gestion <input type="checkbox"/> Visite Terrain	
Présence et entretien de systèmes favorables à la rétention et la gestion naturelle d'une partie des eaux de ruissellement (zones humides, haies bocagères, mares, rivières...) pour l'équivalent au moins 10% des surfaces de ruissellement	<input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Visite de terrain <input type="checkbox"/> Tableau et cartographie des surfaces imperméables et descriptif des zones d'évacuation	Réel intérêt écologique qui doit être soumis à l'appréciation de l'évaluateur (pas de puils perdu)
Désimperméabilisation de surface imperméable dont les eaux de ruissellement sont reliées au réseau d'eaux pluviales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> ou moins une (1) <input type="checkbox"/> ou moins 10% (3) <input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Visite de terrain	Depuis 5 ans maximum

Charte de désherbage des espaces des collectivités, «+ Nature»

Envoyé en préfecture le 07/10/2024
 Reçu en préfecture le 07/10/2024
 Publié le
 ID : 056-215600297-20241002-36_2024-DE

Nombre Total de +	
-------------------	--

Critère	Nombre de +	Type d'accompagnement	Commentaires

+ Axe : Favoriser la biodiversité



Technique	Nombre de +	Justificatif d'évaluation	Commentaires
Espaces Exotiques Envahissantes : Etat des lieux complet et/ou Plan de surveillance et/ou Plan de prévention	2	<input type="checkbox"/> Cahier de suivi <input type="checkbox"/> Cahier et plan de prévention <input type="checkbox"/> Cartographie <input type="checkbox"/> Rapport d'état des lieux	
Plan d'actions pour la lutte contre les Espaces Exotiques Envahissantes sur l'ensemble du territoire de la structure	3	<input type="checkbox"/> Cahier et plan de lutte <input type="checkbox"/> Cartographie	Plan d'action sur les espaces de la structure et sur les espaces privés de son territoire (admissibles). Pas d'intervention directe sur les espaces privés mais un plan de lutte concerté.
Inventaire de la biodiversité floristique et/ou faunistique à l'échelle de la structure	2	<input type="checkbox"/> Cartographie <input type="checkbox"/> Rapport d'inventaire	Encourager les actions d'inventaire pour mieux connaître et préserver la biodiversité locale
Diagnostic trame verte et bleue et/ou Diagnostic trame noire (impacts de l'éclairage) et/ou Diagnostic trame blanche (impacts sonores) et/ou Diagnostic arboré	1	<input type="checkbox"/> Cartographie <input type="checkbox"/> Rapport d'inventaire	
Restauration et maintien de la continuité écologique des milieux aquatiques	3	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Cartographie <input type="checkbox"/> Tout autre justificatif (cahier des charges, compte rendu technique)	Si le travail est réalisé par une structure extérieure (syndicat par exemple), il faut que la structure soit malgré tout impliquée
Restauration et maintien de la continuité écologique des espaces végétalisés (haies, zones enherbées)	3	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Cartographie <input type="checkbox"/> Tout autre justificatif (cahier des charges, compte rendu technique)	Si le travail est réalisé par une structure extérieure (syndicat par exemple), il faut que la structure soit malgré tout impliquée
Optimisation de l'éclairage sur une partie des surfaces extérieures de la collectivité ou de la structure (extinction des éclairages et enseignes, ampoules adaptées...)	<input type="checkbox"/> une partie (1) <input type="checkbox"/> la totalité (3)	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Cartographie <input type="checkbox"/> Tout autre justificatif (cahier des charges, compte rendu technique)	L'extinction une partie de la nuit n'est pas suffisante

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

Mise en place de solutions permettant de réduire l'empreinte sonore sur au moins 2 types d'actions significatives (utilisation de matériels électriques, aménagements anti-bruit, création de cheminements doux...)	2	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Cahier de gestion du matériel d'entretien <input type="checkbox"/> Visites terrain	Significatif = pas seulement un secteur électrique !!!
Fouillage laridif de la surface enherbée potentiellement gérable avec ce mode de gestion (après grenaison des principales plantes herbacées présentes) en privilégiant la fauche centrifuge pour préserver la faune	<input type="checkbox"/> au moins 20% (1) <input type="checkbox"/> au moins 50% (2) <input type="checkbox"/> au moins 80% (3)	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Tableau des surfaces <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Visite terrain	Uniquement prairie naturelle. Avec pour objectif la préservation de la biodiversité et pas forcément la réduction des déchets verts. Broyage non accepté.
Présence et entretien de végétaux favorables à la biodiversité (végétaux mellifères, végétaux fructifères, végétaux locaux, essences variées...)	2	<input type="checkbox"/> Facture des travaux <input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Démarche significative
Acceptation de la présence de végétation spontanée dans l'entretien des espaces extérieurs (en pieds de mur, joints de dallage, pelouses, massifs...)	1	<input type="checkbox"/> Cahier d'entretien <input type="checkbox"/> Visite Terrain	Acceptation par la structure de la présence de la végétation spontanée (pas uniquement par les riverains). Appréciation prioritaire grâce à la visite de terrain
Présence et entretien de nichoirs et zones relais (oiseaux, mammifères, reptiles, batraciens, insectes...) sur au moins 3 types d'actions significatives	3	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Visite de terrain	Une prairie naturelle pour préserver la faune peut être valorisée ici également
Neutralisation des pièges mortels involontaires pour la faune (bâtes vitrées, poteaux creux, lignes électriques...) sur au moins 3 types d'actions significatives	3	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Visite de terrain	Exemple du guide du CD38 et la l'asso Pic Vert
Rehabilitation d'espaces anthropisés en espaces naturels	3	<input type="checkbox"/> Factures travaux <input type="checkbox"/> Cahier de gestion <input type="checkbox"/> Visite de terrain	Renaturation de friches industrielles, d'anciennes décharges, d'anciennes ZAC...

Nombre Total de +

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

Le Tableau ci-dessous vous présente les principaux critères à améliorer

Critère	Nombre de +	Type d'accompagnement	Commentaires

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

✚ Axe : Communiquer en interne et auprès de ses administrés



+NATURE

Technique	Nombre de +	Justificatif d'évaluation	Commentaires
Formation du personnel (interne ou prestataire) et des décideurs	<input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/> Attestation de formation <input type="checkbox"/> Programmes de formation	Formations de moins de 3 ans
Flash d'information (bulletin interne, bulletin externe, information numérique, conférence, vidéo...)	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Outils de communication	
Zones relais de biodiversité ou ruches in situ à visée de communication	<input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/> Outils de communication <input type="checkbox"/> Visite terrain	
Sachets de graines de fleurs locales fournis aux habitants (ou aux salariés)	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Outils de communication <input type="checkbox"/> Factures	Fleurs locales
Favorisation de l'appropriation des espaces verts par les habitants/salariés par la mise de...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> mobilier (banc, table, en matériaux naturels) (1) <input type="checkbox"/> sentiers pédagogiques, jardins familiaux, végétaux noumiers, zones de permis de planter (3)	Insister sur l'évaluation de l'appropriation de l'espace par les habitants et/ou salariés
Panneaux d'information in situ	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Outils de communication <input type="checkbox"/> Visite terrain	Acceptation par la structure de la présence de la végétation spontanée (pas uniquement par les riverains). Appréciation prioritaire grâce à la visite de terrain
Insauration d'Obligations Réelles Environnementales	<input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/> Cahier des charges	
Intégration transversale de la biodiversité dans les politiques publiques ou de l'entreprise (création d'un poste dédié au sein de l'équipe, création d'outils de suivi de cette politique, intégration de la biodiversité dans les commandes...)	<input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/> Outil de suivi de la politique publique ou de l'entreprise	
Mise en place de règlements intérieurs, d'arrêtés municipaux... (afin de pérenniser les consignes pour l'entretien des espaces extérieurs)	<input type="checkbox"/>	1 <input type="checkbox"/> Règlements intérieurs <input type="checkbox"/> Arrêtés	

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

Actions de communication auprès de publics relais (scolaires, touristes, associations, clients, fournisseurs...)	<input type="checkbox"/>	2	<input type="checkbox"/> Outils de communication <input type="checkbox"/> Visite terrain	
Distribution aide à l'achat ou mise à disposition de matériels à l'attention des habitants/citoyens (broyeurs des végétaux, composteurs, récupérateur d'eau de pluie...)	<input type="checkbox"/>	3	<input type="checkbox"/> Outils de communication <input type="checkbox"/> Visite terrain <input type="checkbox"/> Facture d'achat de matériel	Si le travail est réalisé par une structure extérieure (syndicat par exemple), il faut que la structure soit malgré tout impliquée
Autres outils ou actions de communication (à préciser)	<input type="checkbox"/>	A l'appréciation du comité national de labellisation	<input type="checkbox"/> Outils de communication <input type="checkbox"/> Visite terrain	

Nombre Total de +	
-------------------	--

Le Tableau ci-dessous vous présente les principaux critères à améliorer

Critère	Nombre de +	Type d'accompagnement	Commentaires

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

Tableau de synthèse

Axe	Nombre de +
Réduire les Déchets Verts	
Mieux Gérer l'eau : Economiser l'eau - Optimiser les ruissellements	
Favoriser la biodiversité	
Communiquer en interne et auprès de ses administrés	
Total	

Tableau d'évaluation du niveau atteint

Niveaux	1	2	3
Nombre de + à valider	20 +	40 +	60 +
Nombre d'actions à réaliser par thématique	1 action par thématique	2 actions par thématique	3 actions par thématique
Niveau zéro-phyto + Nature	Respect de tous les critères de niveau 1	Respect de tous les critères de niveau 1 et 2	Respect de tous les critères de niveau 1, 2, 3
Cocher le niveau atteint	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Charte de désherbage des espaces des collectivités. « + Nature »

FICHE TECHNIQUE « Pour aller plus loin que la charte, vers une démarche d'écologie urbaine »

1- Quels sont les projets en cours, ou prévus, sur la collectivité (aménagement, nature en ville...) ?

Commentaires :

2- Sur quelles thématiques la collectivité souhaiterait-elle travailler et être accompagnée ?

Commentaires :

3- Objectifs n+1 ?

Commentaires :

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »



NIVEAU 1

Les critères suivants sont à respecter pour valider le niveau 1 de la Charte «+Nature et accéder au niveau supérieur :

- réduire les déchets verts
 - mieux gérer l'eau
 - favoriser la biodiversité locale
 - communiquer en interne et en externe
 - respecter tous les critères du thème « produits phytosanitaires »
 - se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur
 - tenir à jour un registre des interventions phytosanitaires
 - prendre en compte les contraintes de désherbage dans les nouveaux aménagements
 - mettre en place des actions de sensibilisation auprès des administrés, des salariés et du public fréquentant l'établissement sur la réduction des produits phytosanitaires
 - s'informer sur les solutions techniques alternatives
- Pour ces 4 thématiques «+Nature :
- avoir réalisé au moins 1 action de chaque thématique
 - avoir au moins un total de (selon la grille de notation en annexe de la présente notice) :
 - 20 « pour les collectivités et structures publiques
 - 14 « pour les structures privées

NIVEAU 2

Les critères suivants sont à respecter pour valider le niveau 2 de la Charte «+Nature et accéder au niveau supérieur :

- réduire les déchets verts
 - mieux gérer l'eau
 - favoriser la biodiversité locale
 - communiquer en interne et en externe
 - respecter tous les critères du thème « produits phytosanitaires »
 - respecter les engagements du niveau 1
 - identifier, à minima parmi les zones encore traitées, celles qui présentent un risque élevé de transfert de produits phytosanitaires vers les eaux superficielles ou souterraines
 - ne plus utiliser de produits phytosanitaires sur les zones identifiées à risque élevé
 - utiliser des techniques alternatives aux traitements phytosanitaires chimiques
 - mettre en place des actions de sensibilisation auprès de ses administrés, de ses salariés, et du public fréquentant l'établissement, en les invitant à ne plus utiliser de produits phytosanitaires chez eux
- Pour ces 4 thématiques «+Nature :
- avoir réalisé au moins 2 actions de chaque thématique
 - avoir au moins un total de (selon la grille de notation en annexe de la présente notice) :
 - 40 « pour les collectivités et structures publiques
 - 28 « pour les structures privées

NIVEAU 3

Les critères suivants sont à respecter pour valider le niveau 3 de la Charte «+Nature :

- réduire les déchets verts
 - mieux gérer l'eau
 - favoriser la biodiversité locale
 - communiquer en interne et en externe
 - ne plus utiliser (ou faire utiliser) de produits phytosanitaires
 - ne plus appliquer de produits phytosanitaires
 - ne plus faire appliquer de produits phytosanitaires
 - mettre en place des actions de sensibilisation auprès de ses administrés, de ses salariés, et du public fréquentant l'établissement, en les invitant à ne plus utiliser de produits phytosanitaires chez eux
- Pour ces 4 thématiques «+Nature :
- avoir réalisé au moins 3 actions de chaque thématique
 - avoir au moins un total de (selon la grille de notation en annexe de la présente notice) :
 - 60 « pour les collectivités et structures publiques
 - 42 « pour les structures privées

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »

L'étalonnage permet :

- d'adapter le matériel de traitement à l'utilisateur,
- de calculer la quantité de bouillie pour une surface donnée,
- de vérifier le bon fonctionnement du matériel.

→ L'étalonnage doit être fait chaque année pour chaque couple pulvérisateur/applicateur

Etalonnage du pulvérisateur à dos

Principe : mesurer la surface traitée avec 1L d'eau et en déduire le volume de bouillie en L/ha

- 1) Verser 1L d'eau claire dans le pulvérisateur à dos
- 2) Pulvériser sur une surface sèche
- 3) Mesurer la surface couverte (S = longueur x largeur)

$$S = \quad \text{m}^2$$

- 4) Calcul du volume d'eau nécessaire pour 1ha

$$V = \frac{1\text{L} \times 10\,000 \text{ (m}^2\text{)}}{S \text{ (m}^2\text{)}} \quad V = \quad \text{L/ha}$$

Etalonnage des pulvérisateurs portés et tractés

Principe : mesurer le débit des buses en 1 minute et la surface couverte en 1 minute et en déduire le volume de bouillie en L/ha

- 1) Remplir d'eau claire la cuve du pulvérisateur
- 2) Pulvériser dans un vase doseur gradué pendant 1 minute et mesurer la quantité d'eau obtenue

$$V = \quad \text{L/min}$$

- 3) Pulvériser sur une surface sèche pendant 1 minute et mesurer la surface couverte

$$S = \quad \text{m}^2/\text{min}$$

- 4) Calcul du volume d'eau nécessaire pour 1ha

$$V = \frac{V \times 10\,000 \text{ (m}^2\text{)}}{S \text{ (m}^2/\text{min)}} \quad V = \quad \text{L/ha}$$

Calcul de la quantité de bouillie à préparer pour une surface donnée

Remarque : Nécessité de connaître la surface des espaces à traiter pour préparer la quantité de bouillie nécessaire.

Ce calcul se fait à partir de :

- la dose spécialité commerciale, indiquée sur le bidon
- et du volume de bouillie pour 1ha calculé à l'étalonnage

Dose de spécialité en L/ha =

V = L/ha

1) Quantité d'eau à préparer

$$V_{\text{eau}} = \frac{V \text{ (L/ha)} \times \text{surface à traiter e (m}^2\text{)}}{10\,000 \text{ (m}^2\text{)}}$$

V eau = L

2) Dose de spécialité commerciale à utiliser

$$\text{Dose à utiliser} = \frac{\text{Dose de spécialité /ha} \times \text{surface à traiter e (m}^2\text{)}}{10\,000 \text{ (m}^2\text{)}}$$

Dose à utiliser = L ou Kg

3) Remplissage du pulvérisateur pour la surface à traiter = phase 1+ phase 2

OU si non connaissance de la surface à traiter (traitement en tache par tache) le calcul de dose se fait à partir du volume de bouillie voulu.

Charte de désherbage des espaces des collectivités, « + Nature »



$$\text{Quantité de produit à mettre dans le volume du pulvérisateur} = \frac{\text{Volume du pulvérisateur Ou volume de bouillie à préparer} \times \text{Dose de spécialité en L/ha}}{\text{Débit du pulvérisateur}}$$

Remplissage de la cuve

Cas 1 : la quantité de bouillie à préparer est inférieure à la contenance de la cuve

- Remplir la cuve au 1/3 du volume final souhaité,
- Ajouter la dose de spécialité commerciale à utiliser,
- Compléter le remplissage de la cuve pour obtenir le volume souhaité.

Cas 2 : la quantité de bouillie à préparer est supérieure à la contenance de la cuve

Exemple :
Quantité d'eau à préparer : 100L
Contenance de la cuve : 60L
Dose de spécialité commerciale à utiliser : 1,5L

- Fractionner les quantités,
- Par exemple, je prépare 2 cuves de 50L et j'ajoute 0,75L de spécialité commerciale dans chaque cuve,
- Suivre les étapes du Cas 1 pour le remplissage.



Biocides

On regroupe sous l'appellation de produits biocides un ensemble de produits destinés à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre, par une action chimique ou biologique. Ciblent les organismes nuisibles, les biocides sont par définition des produits actifs susceptibles d'avoir des effets sur l'homme, l'animal ou l'environnement.

Ces produits sont classés en quatre grands groupes, comprenant 22 types de produits différents :

- Les désinfectants, types de produits 1 à 5 (ex : désinfectants pour les mains, désinfectants pour l'eau) ;
- Les produits de protection, types de produits 6 à 13 (ex : produits de protection du bois contre les insectes ou les champignons, produits curatifs pour la protection des toitures, murs et façades comme les anti-mousse) ;
- Les produits de lutte contre les nuisibles, types de produits 14 à 20 (ex : insecticides, aérosol contre les insectes volants, produits contre les fourmis...) ;
- Les autres produits, types de produits 21 et 22 (ex : peintures antisalissures appliquées sur les bateaux, fluides utilisés dans la taxidermie et la thanatopraxie).

CORPEP

La Cellule d'Orientation Régionale pour la Protection des Eaux contre les Pesticides (CORPEP) était une commission pluridisciplinaire créée par la Préfecture de Bretagne en 1990. Elle était chargée d'acquérir des connaissances et des moyens de lutte contre la pollution de l'eau par les pesticides. Parmi ses membres, elle comptait des experts scientifiques, des organismes professionnels agricoles, des associations de protection de l'environnement, des administrations.

Une partie de ses missions sont aujourd'hui réalisées par la commission JEVl Jardins Espaces Végétalisés et Infrastructures de la CAE (Commission Agro-écologie).

Jardins familiaux

Les jardins familiaux ou jardins ouvriers ou associatifs sont des parcelles de terrain mises à la disposition des habitants par les municipalités. Ces parcelles, affectées le plus souvent à la culture potagère, furent initialement destinées à améliorer les conditions de vie des ouvriers en leur procurant un équilibre social et une autosubsistance alimentaire.

Les jardins ouvriers prendront dans le langage courant l'appellation de jardins familiaux après la Seconde Guerre mondiale.

Lutte intégrée

La « lutte intégrée », ou mieux encore la « protection intégrée » (Integrated Pest Management ou IPM), est utilisée pour gérer les problèmes des maladies et des espèces nuisibles aux cultures de manière responsable pour l'environnement. Elle se caractérise par une action de lutte contre les ennemis des cultures prenant en compte les relations entre l'organisme nuisible et ses antagonistes, la plante et son environnement, tout en considérant les caractéristiques du contexte socio-économique local (région du monde, filière locale ou même entreprise particulière).

Définition selon la réglementation européenne : La lutte intégrée est l'application rationnelle d'une combinaison de mesures biologiques, biotechnologiques, chimiques, physiques, culturelles ou intéressant la sélection des végétaux, dans laquelle l'emploi des produits phytopharmaceutiques est limité au strict nécessaire pour maintenir la présence des organismes nuisibles en dessous du seuil à partir duquel apparaissent des dommages ou une perte économiquement inacceptable.

Pesticides

Les « pesticides » regroupent l'ensemble des produits, phytopharmaceutiques et biocides, qu'ils soient d'origine naturelle (sulfate de fer, sulfate de cuivre...) ou de synthèse.

Les produits de biocontrôle

Sont considérés comme produits de biocontrôle au sens de l'article L253-6 du code rural et de la pêche maritime :

Les agents et produits utilisant des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures. Ils comprennent en particulier :

- « Les produits phytopharmaceutiques comprenant des micro-organismes, des médiateurs chimiques comme les phéromones et les kairomones et des substances naturelles d'origine végétale, animale ou minérale. » ;
- « Les macro-organismes » ;

Produits phytopharmaceutiques

Sont considérés comme produits phytopharmaceutiques au sens du règlement CE 1107/2009 :

« Produits, sous la forme dans laquelle ils sont livrés à l'utilisateur, composés de substances actives, (...), ou en contenant, et destinés à l'un des usages suivants :

- Protéger les végétaux ou les produits végétaux contre tous les organismes nuisibles ou prévenir l'action de ceux-ci, sauf si ces produits sont censés être utilisés principalement pour des raisons d'hygiène plutôt que pour la protection des végétaux ou des produits végétaux ;
- Exercer une action sur les processus vitaux des végétaux, telles les substances, autres que les substances nutritives, exerçant une action sur leur croissance ;
- Assurer la conservation des produits végétaux, pour autant que ces substances ou produits ne fassent pas l'objet de dispositions communautaires particulières concernant les agents conservateurs ;
- Détruire les végétaux ou les parties de végétaux indésirables, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux ;
- Freiner ou prévenir une croissance indésirable des végétaux, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux. »

Un produit phytosanitaire peut donc être un insecticide, un acaricide, un raticide, un herbicide, un défanant, un débroussaillant, un fongicide, un nématicide, un rodenticide, un taupicide, un corifuge-covicide, un molluscicide, un répulsif, une substance de croissance, un stimulateur de défense, ...

MAIRIE DE CALAN

Arrondissement
de LORIENT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 37-2024 : VENTES TERRAINS

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de vendre des parcelles suivantes :

- Une partie de la voirie communale à Cléherne au profit de Monsieur HUBERT Christian, au tarif de 5€ le m²
- Une partie de la parcelle AC 029 (entre 150 et 250 m²) au profit de Monsieur SMOLAREK, au tarif de 15€ le m²,

Passage d'une canalisation pour la récupération des eaux pluviales de la rue du Levant dans la parcelle de ce particulier, qui souhaiterait avoir une petite parcelle, pour y faire un jardin et créer des ouvertures à l'arrière du bâtiment

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise, à l'unanimité, le Maire à signer tout document afférent à ces dossiers de ventes, par contre, **demande à ce que les frais de bornage et les frais d'actes notariés, soient à la charge des acheteurs.**

Pour extrait certifié conforme

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Le Maire,
Yann GUIGUEN

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission
En sous-préfecture le ... 7 OCT. 2024

De la publication le ... 7 OCT. 2024

Fait à ... le ... 7 OCT. 2024

Le Maire,



Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 38-2024 : TARIFS REPAS CANTINE

Monsieur Erwan L'Héréec, conseiller municipal délégué expose au conseil municipal les faits suivants :

Suite à la dernière consultation pour les repas cantine, les prix payés par la commune au prestataire Convivio, sont les suivants, du fait notamment du respect de la loi EGALIM :

Repas enfants : 2.8538€ ht, soit 3.0108€ ttc / repas adultes : 3.6453€ ht, soit 3.84579€ ttc

Il rappelle à l'assemblée, les anciens prix au 1^{er} janvier 2024 :

Repas enfants : 2.6671€ ht, soit 2.8138€ ttc / repas adultes : 3.4068€ ht, soit 3.5942€ ttc

Pour rappel, les tarifs facturés aux familles depuis le 1^{er} janvier 2024 :

Repas enfants : 3.40€

Repas adultes : 4.30€

Panier repas : 0.30€

Si la commune décide de répercuter cette hausse, les tarifs facturés aux familles seraient :

Repas enfants : 3.60€

Repas adultes : 4.55€

Panier repas : 0.40€

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'augmenter ces tarifs à compter du 1^{er} novembre 2024.

Pour extrait certifié conforme

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Le Maire,
Yann GUIGUEN

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le ... 7... OCT. 2024

De la publication le ... 7... OCT. 2024

Fait à Calan, le ... 7... OCT. 2024

Le Maire,



Arrondissement
de LORIENT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CALAN**

L'an deux mil vingt-quatre le 02 octobre à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de CALAN, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann GUIGUEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

Présents : Yann GUIGUEN, Bernard FIOLEAU, Jessica TRIQUET, François GABILLET, Audrey AUFFRAY-FAVRE, Gilles DELANOE, Yolande OLIVIER, Françoise HELIAS, Yann LE GUEVELLO, Sandrine JUHEL, Erwan L'HEREEC, Jean-Noël LE DROGO, Yvonne LE TERRIEN, Michel JAFFRELOT.

Absents excusés : Marie-Noëlle RAUDE,

Monsieur Bernard FIOLEAU a été nommé secrétaire de séance.

N° 39-2024 : AVIS PLU COMMUNE DE PLOUAY

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient d'émettre un avis sur la phase arrêt de la révision du PLU de la commune de Plouay.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable.

Pour extrait certifié conforme

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire de séance,
Bernard FIOLEAU

Le Maire,
Yann GUIGUEN

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En sous-préfecture le ... 7 OCT. 2024
De la publication le ... 7 OCT. 2024
Fait à ... Calan ... le ... 7 OCT. 2024

Le Maire,

